

Conseil de Communauté
du 8 décembre 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Finances - DETR 2017 - Projet d'aménagement de la Zones d'Activités du Bocage à Aron
2	Avenant N°2 à la convention de mise à disposition de services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté
3	Convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne
4	Finances - Convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1er janvier 2017
5	Finances - Attributions de compensation définitives de 2016 à verser aux Communes - Attributions de compensation prévisionnelles de 2017 à verser aux Communes
6	Transfert de la compétence « aire d'accueil des gens du voyage » au 1er janvier 2016 - procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit
7	Acquisition par Mayenne Communauté de 4 parcelles de la Zone Artisanale de Le Horps à la Commune de Le Horps
8	Finances - Convention de mise à disposition d'un local pour la médiathèque entre la Commune de Lassay et Mayenne Communauté
9	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) - Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de personnel et de matériel avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée
10	Finances - Création d'un budget annexe Leader
11	Finances - Exercice 2016 - Assurance dommage ouvrage centre aquatique - Étalement de la charge
12	Finances - Budget principal - Exercice 2016- Décision modificative N°3
13	Finances - Budget annexe déchets ménagers - Exercice 2016 - Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
14	Finances - Budget principal - Exercice 2016 - Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
15	Finances - Budget annexe SPANC - Exercice 2016 - Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
16	Économie - Bâtiment de Lassay - Prolongation du bail dérogatoire Transports Lecornu
17	Économie - Soutien à la création, à la reprise et au développement des entreprises - Convention Conseil Régional, Initiative Mayenne et les EPCI 53
18	Développement Touristique - Remboursement camping
19	Développement Touristique : Avenant convention Office de tourisme - demande d'avance
20	Développement touristique - Camping du gué Saint Léonard - Fixation des tarifs 2017

21	Développement Culturel - Avenant convention Kiosque - demande d'avance
22	Développement Culturel : Avenant convention Atmosphères 53 - demande d'avance
23	Développement Culturel : Avenant convention Foin de la Rue
24	Développement Culturel : Avenant convention Les Entrelacés
25	Développement Culturel : Avenant convention Hop Compagnie (anciennement Théâtre Dû)
26	Développement culturel – Convention 2017-2018 Croq les Mots, marmot !
27	Culture - Convention Communauté de Communes du Mont des Avaloirs – SIVU – Ecole de Musique et de Danse de Lassay
28	Plan Local d'Urbanisme de Contest – Modification simplifiée N°1 - Définition des modalités de mise à disposition du public du dossier
29	Avenant à la convention liant les Etablissement Public de Coopération Intercommunale et le Conseil Départemental pour l'élimination des pneus des silos agricoles
30	Environnement déchets – déchets ménagers – validation des règlements de collecte et de redevances pour 2017
31	Plan Local de l'Habitat (PLH) – Aide à la construction/réhabilitation des logements locatifs sociaux
32	Programme d'Intérêt Général (PIG) – Premier semestre 2017 – Avenant avec Soliha pour l'animation et avec l'Etat – ANAH pour le financement
33	Evaluation du SCOT de la CCPM
34	Jeunesse – Convention Les Possibles
35	Désignation de représentants pour la conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie
36	Ressources humaines – Remboursement d'une redevance de code de la route
34	Ludothèque les dés en bulles
38	DEJS – transfert du personnel de la Piscine de Mayenne Ville de Mayenne vers Mayenne Communauté
39	Ressources Humaines – DAME – Modification de grade du poste de technicien instructeur droit des sols en poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe
40	Ressources humaines – Accord salarial pluriannuel 2017-2020
41	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique – Lot 3 – Avenant – autorisation de signature
42	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique – Lot 13 – Avenant – autorisation de signature
43	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique – Lot 12 – Avenant – autorisation de signature
44	Ressources Humaines – DEJS – Relais d'Assistantes Maternelles – Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture à pourvoir par voie contractuelle
45	Ressources Humaines – DST – Modification de grade de contrôleur SPANC

46	Ressources Humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire accroissement d'activité ou saisonniers - Complément de délibération
47	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour le contrôle des Installations Neuves et Réhabilitées – Exercice 2017
48	Déconstruction d'une maison située rue du Prieuré de Berne
49	Marchés publics – Marché d'acquisition et maintenance de photocopieurs – MAPA – attribution et autorisation de signature

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Gisèle DAMOURETTE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Thierry THIBAUT	Convention dans le cadre d'un projet de création avec les élèves du conservatoire Ivan Bellocq	2 000,00 €
Compagnie Poc	Convention de prestation d'animation	162,00 €
William VIDY	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Yannick LACIRE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Raymond HUGAIN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 8 décembre 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	50
Contre :	0
Pour :	50
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le deux décembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président (arrive au point n°8)*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, HEURTEBIZE, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, Mme BELLON, MM. LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, LANCIEN, COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mmes PELE, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. DELAHAYE représenté par Mme BEAUDOUIN
M. BRODIN représenté par M. MANCEAU

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. ANGOT
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. LE SAINT donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme LODE
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE
M. FAUCON donne pouvoir à M. LE SCORNET

Excusés :

M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, BEAUJARD, SONNET, Mme GONTIER, M. RIOULT, Mme BODINIER

M. FORET a été désigné secrétaire.

1 - Finances - DETR 2017 - Projet d'aménagement de la Zones d'Activités du Bocage à Aron

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Le projet de parc d'activités du Bocage à Aron a débuté en 2007. Il a été acquis 8ha environ, 5 ha sont cessibles dont 2ha 5 constructibles.

Des travaux d'aménagement et de viabilisation sont nécessaires en vue de l'implantation d'entreprises, notamment une isolation acoustique du fait de la proximité de la déviation. Afin de poursuivre l'aménagement, il est nécessaire de réaliser une voirie de desserte à partir de l'avenue Gutenberg et amener des réseaux sous cette voie. Un

branchement et un poste sont aussi nécessaires pour l'assainissement.

Ce projet est éligible à la DETR 2017 à hauteur d'une aide de 20 % déterminée sur une dépense de 500 000 € maximum. Suite à l'attribution des marchés par délibération du Bureau le 25 octobre dernier, le plan de financement prévisionnel est arrêté comme suit :

Dépense € HT		Recette €	
Terrassement, voirie, eaux usées, eau potable Réseaux souples et AEP	69 064,50	Etat : DETR	42 566,60
Reseau téléphone	355,00	Conseil regional CTU	36 000,00
Electricité	13560,00	Autofinancement	134 266,40
Raccordement eau potable	3000,00		
Mur anti-bruit	116 853,50		
Espaces verts	10 000,00		
Total	212 833,00		212 833,00

- **Viabilisation**

lot 1 voirie EP EU : 44 594,00 €
lot 2 reseau souples et AEP 24 470,50 €

- **Espaces Verts** 10 000,00 €

- **Téléphone, cablage et réseau** 355,00 €

- **SDEGM, raccordement ERDT BT** 13 560,00 €

- **VEOLIA, raccordement AEP** 3 000,00 €

- **Aménagement mur anti-bruit** 116 853,50 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- *arrête le plan de financement prévisionnel de l'opération d'aménagement de la zone d'activités du Bocage (viabilisation, réseaux, mur antibruit...) tel que présenté,*
- *donne délégation à M. le Président pour arrêter le plan de financement de l'opération susvisée en fonction des éventuelles évolutions*
- *et charge M. le Président de solliciter l'aide DETR 2017 auprès des services de l'État ainsi que toutes les subventions mobilisables auprès des différents partenaires.*

2 - Avenant N°2 à la convention de mise à disposition de services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Dans le cadre de la mutualisation du personnel, une nouvelle convention a été conclue à effet du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2021 avec les thématiques suivantes :

- Mises à disposition réciproques des services fonctionnels entre les 2 collectivités
- Interventions des services techniques de la Ville de Mayenne pour des services de la Communauté ou des associations subventionnées par la Communauté
- Autorisation de mises à disposition individuelles dans les 2 sens entre la Ville et la Communauté.

Un avenant N° 1 à la convention a été conclu à effet du 1^{er} janvier 2016 pour prendre en compte notamment les effets de la création du service commun d'autorisation des droits au 1^{er} juillet 2015, de la fusion CCPM/CCHL et du transfert de la compétence aire d'accueil des gens du voyage à la Communauté.

Cet avenant a fait l'objet aussi de l'ajout d'un nouvel article à la convention abordant la thématique des astreintes de direction et des indemnités de bureau de vote.

Un nouvel avenant s'avère nécessaire à compter du 1^{er} janvier 2017 pour intégrer les effets de nouveaux événements dont :

- la mutualisation du service prestations de Mayenne Communauté et le service voirie de la Ville à compter du 1^{er} janvier 2017,
- la fermeture de la piscine municipale et l'ouverture du centre aquatique intercommunal en 2017,
- et le recrutement d'agents par Mayenne Communauté occupant des fonctions à la fois pour la Communauté de Communes et la Ville de Mayenne.

Par ailleurs, il est proposé d'ajouter un nouvel article qui s'appliquera seulement en 2017 pour traiter le cas particulier des agents qui vont travailler sur une même période pour la piscine municipale et le centre aquatique intercommunal. Les agents relevant actuellement de la Ville de Mayenne vont être transférés à Mayenne Communauté à compter du 1^{er} janvier 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve les dispositions contenues dans l'avenant N°2 à la convention de mise à disposition de services**
- **et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président, à le signer.**

3 - Convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation entre Mayenne Communauté et le CCAS de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Une convention entre les 2 parties s'avère nécessaire pour gérer une mise à disposition de personnel et des dépenses de mutualisation entre collectivités. La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

Considérant le recrutement, à compter du 1^{er} décembre 2016, par Mayenne Communauté d'un gestionnaire finances en remplacement d'un gestionnaire relevant précédemment de la Ville de Mayenne, Mayenne Communauté met à disposition du CCAS partiellement cet agent à compter du 1^{er} décembre 2016.

Les missions réalisées pour le CCAS feront l'objet d'un remboursement de la part du CCAS à Mayenne Communauté.

Par ailleurs, Mayenne Communauté peut être amenée à supporter des dépenses à caractère transversal qui concernent notamment la Communauté de Communes et le CCAS (exemple : formation...).

Pour ce type de dépenses, le CCAS remboursera, l'année N, Mayenne Communauté qui a supporté la dépense en N-1, sur la base de la répartition réelle des coûts.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve les dispositions contenues dans la présente convention**
- **et autorise Monsieur le Président à la signer.**

4 - Finances - Convention de mise à disposition de locaux par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Considérant que la convention de mise à disposition des locaux conclue entre la Ville de Mayenne et la CCPM arrive à son terme le 31 décembre 2016, une nouvelle doit être envisagée à effet du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette convention aborde différents types de mise à disposition :

- mise à disposition à titre onéreux des locaux utilisés par des services de la Communauté ou des associations subventionnées par celle-ci avec des loyers différenciés selon l'occupation,
- mise à disposition à titre gratuit par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté, des locaux occupés par le

service déchets étant donné que la Communauté a versé à la Ville une participation aux travaux d'investissement pour les services déchets et espaces verts.

En outre, Mayenne Communauté ne contribue pas aux charges de fonctionnement des locaux du fait qu'elle a cédé à la Ville de Mayenne le terrain d'implantation des locaux à titre gratuit.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté des locaux occupés par le Réseau Assistantes Maternelles à la Maison de la Petite Enfance étant donné que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux,

Par ailleurs, Mayenne Communauté rembourse à la Ville les charges de fonctionnement.

- mise à disposition à titre gratuit par la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté de 3 bureaux de l'hôtel de Ville et de Communauté occupés par le service des finances du fait que la Communauté a versé à la Ville un fonds de concours pour les travaux d'aménagement des bureaux,

Cette convention précise également les conditions de remboursement des charges d'électricité par la Communauté à la Ville suite au transfert de la compétence « musée du château de Mayenne » en raison d'un compteur commun avec le Théâtre.

Il est précisé que dans le cadre de la mutualisation des services voirie de la Ville et prestations de Mayenne Communauté, une réflexion va être engagée sur les futurs locaux occupés par le service prestations et les modalités financières entre les 2 collectivités.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la convention de mise à disposition des locaux entre la Ville et Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021

- et autorise M. Patrick SOUTIF, Vice-Président à la signer.

5 - Finances – Attributions de compensation définitives de 2016 à verser aux Communes - Attributions de compensation prévisionnelles de 2017 à verser aux Communes

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

VU l'article 1609 nonies C – paragraphe V du Code Général des Impôts qui traite de l'attribution de compensation,

VU les délibérations du Conseil de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 et 30 juin 2016 fixant les attributions de compensation prévisionnelles de 2016,

VU les transferts de compétences à Mayenne Communauté et les restitutions de compétences aux Communes au 1^{er} janvier 2016,

VU l'adoption à l'unanimité des dossiers N° 1 – 2 – 4 – 5 et 6 et l'adoption à la majorité du dossier N°3 du rapport final de la CLECT du 26 septembre 2016,

VU les délibérations des conseils municipaux des Communes d'Alexain, Aron, La Bazoge Montpinçon, Belgeard, Champéon, La Chapelle au Riboul, Charchigné, Commer, Contest, Grazay, La Haie Traversaine, Hardanges, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Jublains, Lassay les Châteaux, Marcillé La Ville, Martigné sur Mayenne, Mayenne, Montreuil Poulay, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Rennes en Grenouilles, Le Ribay, Sacé, Saint Baudelle, Saint Fraimbault de Prières, Saint Georges Buttavent, Saint Germain d'Anxure, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois, Thuboeuf

ayant adopté les dossiers 1 – 2 – 4 – 5 et 6 du rapport final de la CLECT du 26 septembre 2016,

VU les délibérations des conseils municipaux des Communes d'Alexain, Aron, La Bazoge Montpinçon, Belgeard, Champéon, Charchigné, Commer, Contest, Grazay, La Haie Traversaine, Hardanges, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Jublains, Marcillé La Ville, Martigné sur Mayenne, Mayenne, Montreuil Poulay, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Rennes en Grenouilles, Le Ribay, Sacé, Saint Baudelle, Saint Fraimbault de Prières, Saint Georges Buttavent, Saint Germain d'Anxure, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois, Thuboeuf

ayant adopté le dossier 3 du rapport final de la CLECT du 26 septembre 2016,

et les délibérations des conseils municipaux des Communes de La Chapelle au Riboul et Lassay les Châteaux **n'ayant pas adopté le dossier 3 du rapport final de la CLECT du 26 septembre 2016,**

Considérant que les conclusions des 6 dossiers du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des

Charges Transférées (CLECT) ont recueilli la majorité qualifiée (soit les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de Mayenne Communauté, soit la moitié des conseils municipaux représentant plus des 2/3 de la population totale de Mayenne Communauté), en conséquence, les conclusions de ce rapport sont adoptées.

Au vu du rapport final de la CLECT, il appartient maintenant au Conseil de Communauté de :

- fixer les montants définitifs des attributions de compensation de 2016 versées aux 33 Communes
- et fixer les montants prévisionnels des attributions de compensation de 2017 avant prise en compte des transferts de compétences à intervenir au 1^{er} janvier 2017 qui devront faire l'objet d'une évaluation lors d'une nouvelle CLECT qui se réunira en cours d'année 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **fixe les montants d'attribution de compensation définitives de 2016 et prévisionnelles de 2017 figurant dans l'annexe ci-jointe**
- **et autorise Monsieur le Président à régulariser en conséquence en décembre les montants des attributions de compensation de 2016.**

6 - Transfert de la compétence « aire d'accueil des gens du voyage » au 1^{er} janvier 2016 – procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Conformément aux statuts de Mayenne Communauté, la compétence désormais obligatoire « aménagement, entretien et gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage » est transférée de la Ville de Mayenne à Mayenne Communauté depuis le 1^{er} janvier 2016.

Les articles L5211-17, L1321-1, L1321-2 du Code Général des Collectivités territoriales stipulent : « Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. » La remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

Aussi, la Ville de Mayenne reste propriétaire de l'ensemble des biens mis à disposition et Mayenne Communauté assume l'ensemble des obligations du propriétaire.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la Ville de Mayenne antérieurement compétente et Mayenne Communauté.

En conséquence, au vu du rapport final de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 26 septembre 2016, le dossier relatif à l'aire d'accueil des gens du voyage ayant été adopté à l'unanimité et ce dossier ayant obtenu la majorité qualifiée des conseils municipaux, le procès-verbal a été établi en listant l'inventaire des biens meubles et immeubles.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le procès-verbal de mise à disposition des biens de l'aire d'accueil des gens du voyage de Mayenne**
- **et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président, à le signer.**

7 - Acquisition par Mayenne Communauté de 4 parcelles de la Zone Artisanale de Le Horps à la Commune de Le Horps

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

La loi NOTRe a supprimé la notion d'intérêt communautaire pour l'exercice de la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités » et modifie donc la répartition des compétences entre les Communes et leur Communauté de Communes. En conséquence, l'ensemble des zones d'activités deviennent intercommunales.

A ce titre, la zone d'activités de la Commune de Le Horps a été transférée à Mayenne Communauté le 1^{er} janvier

2016.

Le transfert de la compétence zones d'activités implique que les biens appartenant au domaine privé de la Commune soient transférés en pleine propriété à Mayenne Communauté vu que les parcelles sont destinées à être revendues selon l'article L5211-18 du CGCT.

Il convient de procéder à l'acquisition des parcelles ci-dessous à la Commune de Le Horps:

Caractéristiques :

- Section YA
- Parcelle 166 : 2 075 m²
- Parcelle 167 : 2 199 m²
- Parcelle 168 : 2 899 m²
- Parcelle 169 : 2 373 m²

SURFACE TOTALE : 9 546 m²

Prix d'acquisition : sur la base de 7 €/m², 66 822 € net de TVA étant précisé que la cession bénéficie de la dispense de TVA prévue par l'article 257 bis du Code Général des Impôts.

L'accord des deux parties sur ce prix de cession s'accompagne de l'engagement de la Commune de conserver l'emprunt contracté pour les travaux de viabilisation et d'honorer les remboursements des annuités.

Il est précisé que les conditions de transfert de la ZA de Le Horps et notamment le prix de cession, ont été examinées et adoptées à la majorité par la commission locale d'évaluation des charges (CLECT) le 26 septembre dernier.

Ce dossier du rapport final de la CLECT ayant obtenu la majorité qualifiée des 33 conseils municipaux (les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de Mayenne Communauté, soit la moitié des conseils municipaux représentant plus des 2/3 de la population totale de Mayenne Communauté), le conseil communautaire peut donc délibérer.

M. RAILLARD : « La commune de Lassay n'a pas délibéré favorablement sur ce sujet. Le dossier du Horps est arrivé sans crier garde. Je n'ai jamais entendu parler de négociations. J'avais annoncé qu'il y avait un groupe de travail qui se réunissait pour travailler sur l'intérêt communautaire des zones d'activité. Je considère que le travail n'a pas été effectué et qu'on n'a pas remis notre rapport. C'est pour cette raison que je voterai contre. »

M. SOUTIF : « Il n'y avait rien d'intentionnel, c'était un budget annexe fin 2015 et le trésorier nous avait demandé de fermer ce budget annexe. Dans le cadre de la loi Notre, toutes les zones allaient être transférées au 1^{er} janvier 2016, le dossier était donc parti dans ce sens. Mais il y a eu des assouplissements en cours de route et on pouvait faire ce transfert en 2017. »

M. POIRRIER : « J'ai voté comme M. RAILLARD. Il y a aussi le principe d'équité. Mayenne Communauté rachète au SIVOM de Lassay 6 euros le m² et là on rachète 7 euros au Horps. Plus on attend et plus le prix monte. Le prix aurait été le même pour tout le monde ça aurait été mieux. »

Mme SOULARD : « J'allais faire la même réflexion. Le prix est différent d'une zone à une autre et c'est un peu dérangeant. »

M. TRANCHEVENT : « J'ai déjà dit et je le redirai souvent, les prix des parcelles ne sont pas identiques pour plusieurs raisons. Suivant la localisation ou autre, le prix des parcelles n'est pas identique. Nous sommes en train de travailler sur des questions dont vous allez avoir à débattre dans la CLECT 2017. Il y aura la question de l'intégration d'un certain nombre de zones et qui sont probablement évaluées à des prix et des conditions différentes. L'histoire est différente. »

M. le Président : « Il y a des histoires comptables aussi. »

M. COISNON : « En tant que Président du SIVOM de Lassay, on était étonné de cette différence mais une négociation est une négociation. Avec l'aval de mes collègues, nous avons accepté cette transaction qui nous paraissait judicieuse et assez équitable. Je m'étais exprimé en bureau sur le fait de prendre en considération l'histoire de la voirie. Il faudra en tenir compte pour les prochaines négociations sur les zones artisanales et la voirie en question. »

M. SOUTIF : « On était entre 6,86 et 7. »

Mme SOULARD : « 6,71. »

M. SOUTIF : « On avait aussi une comptabilité de stock qui était parfaitement tenue. Il y avait un prix de vente qui était fixé. La logique était qu'on était plus entre 8 et 9 en prix de revient. Ça a été mis à 7 pour ne pas faire de différence. »

M. BOITTIN : « Le prix a baissé, certes, mais est-ce que les perspectives de développement sont exceptionnelles sur le Corps ? »

M. le Président : « On a repris la situation avec les engagements pris par la commune. »

M. TRANCHEVENT : « On ne pourra pas reprendre selon les perspectives de développement des zones. On ne peut pas apprécier en fonction des ventes possibles ou pas. On vend actuellement d'autres parcelles qu'on pensait ne jamais vendre. »

M. le Président : « La différence n'est que de 29 centimes. »

M. RAILLARD : « Ce n'est pas vraiment sur le prix mais plus sur la manière dont ça a été fait. »

Après délibération, le conseil de communauté décide à la majorité, (MM. RAILLARD, POIRRIER et Mmes SOULARD et THELIER ayant voté contre) :

- d'acquiescer ces parcelles au prix de 66 822 € net de TVA à la Commune de Le Corps,
- de régulariser cette transaction à travers la rédaction d'un acte administratif
- et d'autoriser Monsieur le Président à signer l'acte administratif et toutes autres pièces se rapportant à ce dossier.

8 - Finances - Convention de mise à disposition d'un local pour la médiathèque entre la Commune de Lassay et Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Dans ses statuts, Mayenne Communauté dispose de la compétence facultative « lecture publique » qui s'exerce à la médiathèque Jean-Loup Trassard à Mayenne et à la médiathèque Tournepage à Lassay Les Châteaux.

Le local utilisé à Lassay les Châteaux appartient à la Commune, il convient donc de conclure une convention de mise à disposition entre la Commune et Mayenne Communauté, qui prendra effet au 1^{er} janvier 2017.

La convention précise les conditions d'occupation des locaux situés rue du Couvent. La mise à disposition est consentie à titre gratuit et Mayenne Communauté rembourse à la Commune les charges liées au chauffage ainsi que les prestations du service bâtiment effectuées dans ce local.

Par ailleurs, Mayenne Communauté prend en charge directement les dépenses suivantes : ménage, eau, électricité, location et maintenance du photocopieur, téléphonie, ordures ménagères, assurances, extincteurs.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la convention de mise à disposition
- et autorise Monsieur le Président à la signer.

9 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) - Avenant N°1 à la convention de mise à disposition de personnel et de matériel avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Par délibération du 14 janvier 2016, dans le cadre de la compétence SPANC, le Conseil Communautaire a adopté une convention conclue avec le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable et Assainissement Collectif (SIAEPAC) afin de poursuivre les pratiques propres à l'ancien territoire de la CCHL. En effet, le SIAEPAC assure les interventions techniques et le suivi administratif pour l'ensemble des installations ainsi que les vidanges pour les usagers qui ont conclu un contrat d'entretien individuel.

Par conséquent, Mayenne Communauté poursuit depuis le 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2019 sa collaboration avec le SIAEPAC pour l'ex territoire de la CCHL.

La convention précise :

- les agents du SIAEPAC mis à disposition et leurs missions,
- le matériel du SIAEPAC mis à disposition
- et les modalités financières de facturation à Mayenne Communauté à savoir le tarif horaire, le coût du kilomètre et le coût unitaire du traitement des matières de vidange.

Il convient de conclure avec le SIAEPAC un avenant N°1 à cette convention à effet du 1^{er} janvier 2017 afin de permettre à Mayenne Communauté de rembourser au SIAEPAC une partie des frais que la Commune de Lassay lui facture au titre des charges liées aux moyens logistiques. Cette participation aux frais représente 4 % de l'ensemble des charges du bâtiment de la mairie annexe, siège du SIAEPAC.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le contenu de l'avenant N°1 à la convention conclue entre le SIAEPAC et Mayenne Communauté à effet du 1^{er} janvier 2017**
- **et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant.**

10 - Finances – Création d'un budget annexe Leader

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Considérant la fin programmée du Groupement d'Intérêt Public du Pays de Haute Mayenne au 31 décembre prochain,

Considérant que les quatre Communautés de Communes constituant le GIP ont souhaité poursuivre leur collaboration dans le cadre du programme LEADER dans un souci de cohérence territoriale et afin de mutualiser l'animation et la gestion de ce programme,

Considérant que la mise en œuvre du programme LEADER implique la mise en place d'un Groupe d'Action Local (GAL) composé d'acteur publics et privés qui se voit déléguer la gestion d'une enveloppe globale de fonds européens sur la base d'un accord avec la Région en vue d'une stratégie et d'un plan de développement pour le territoire,

Considérant que par délibération du 22 septembre dernier Mayenne Communauté a accepté de d'être l'Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) chef de file en assurant la gestion administrative et juridique du GAL LEADER pour les 4 EPCI : Communauté de Communes du Bocage Mayennais, Communauté de Communes de l'Ernée, Communauté de Communes du Mont des Avaloirs et Mayenne Communauté,

Considérant qu'en tant que porteur juridique Mayenne Communauté sera chargée d'assurer l'animation, le suivi, l'évaluation et la gestion du GAL LEADER et que pour ce faire elle va mettre ses moyens à disposition dont du personnel pour le compte des 4 EPCI,

Considérant qu'il convient d'individualiser dans un budget annexe la gestion administrative et financière du GAL LEADER, afin de pouvoir :

- d'une part, justifier auprès des 3 autres EPCI les dépenses liées à la gestion de LEADER lesquelles serviront de référence au calcul des contributions de ces EPCI conformément à la convention de partenariat signée entre les 4 EPCI,
- et d'autre part, justifier auprès de la Région de la gestion de l'enveloppe des fonds européens,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la création d'un budget annexe dénommé « LEADER » à effet du 1^{er} janvier 2017 selon l'instruction budgétaire M14.

11 - Finances – Exercice 2016 – Assurance dommage ouvrage centre aquatique – Étalement de la charge

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

La nomenclature budgétaire et comptable M14 prévoit la possibilité, par décision de l'assemblée délibérante, d'étaler les frais accessoires liés à l'acquisition et/ou la réalisation d'investissements parmi lesquels les charges d'assurance dommage ouvrage qui peuvent faire l'objet d'un étalement sur 10 ans.

L'opération comptable consiste à transférer le montant des charges au compte d'investissement 4812 « transfert de charges à répartir sur plusieurs exercices », par le crédit du compte 791 « transfert de charges de gestion courante », puis à amortir, chaque année, une part de la charge au compte 6812 « dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » dans la limite de 10 ans.

Par délibération du 29 mars 2016, la marché d'assurance dommage ouvrage pour le centre aquatique a été attribué au groupement d'assurances Pillot (62120 Aire sur la Lys), pour un montant de 83 712,82 €.

Il est proposé d'autoriser l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés à la construction du centre aquatique.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise l'étalement sur 10 ans des frais d'assurances dommage ouvrage liés au centre aquatique
- et dit que le premier amortissement sera effectué dès la constatation de la charge soit en l'espèce sur l'exercice 2016 et de prévoir à cet effet les crédits nécessaires par décision modificative.

12 – Finances – Budget principal - Exercice 2016- Décision modificative N°3

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Le budget primitif 2016 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 14 avril dernier puis ajusté par décisions modificatives du 30 juin et du 3 novembre derniers. Il a lieu de procéder à de nouveaux ajustements budgétaires en section d'investissement et de fonctionnement, par décision modificative n° 3 au budget principal comme indiqué ci-après:

➤ SECTION D'INVESTISSEMENT :

Chap.	Nature	Fonction	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
10	10222	01		FCTVA		500 000,00
13	1321	322		Subvention DRAC pour Réserves du musée		15 000,00
13	1311	322		Subvention DRAC pour Logiciel inventaire Musée		12 769,00
13	1322	322		Subvention Région pour restauration d'oeuvres		3 328,00
13	1311	820		Subvention pour élaboration PLUI		7 000,00
13	1323	020 0		Subvention Conseil Départemental		-348 287,00
13	1341	510		DETR 2016 Pôle santé phase 4		211 500,00
040	4812	01		Transfert de charges à répartir sur plusieurs exercices – Dommage ouvrage Centre aquatique -Etalement de la charge	83 715,00	
040	4812	01		Amortissement des charges à répartir sur plusieurs exercices		8 372,00
040	28132	01		Régularisation amortissements suite recommandation CRC		164 071,72
040	28158	01		Régularisation amortissements suite recommandation CRC		12 445,69
041	2132	01		Immeubles de rapport	588 278,35	
041	21318	01		Autres bâtiments publics	294 360,00	
041	2138	01		Autres constructions		547 377,07
041	2158	01		Autres installations, matériel et outillage technique		335 261,28
23	238	01		Avances versés sur commandes	78 020,00	
23	238	01		Avances versés sur commandes		78 020,00
021	021			Virement de la section de fonctionnement		-141 679,41
020	020			Dépenses imprévues	360 805,00	
Total D.M.N° 3					1 405 178,35	1 405 178,35
Rappel B.P.2016 + DM 1 et 2					23 159 583,60	23 159 583,60
TOTAL BP + DM					24 564 761,95	24 564 761,95

➤ SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Chap.	Nature	Fonction	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
011	6228	020 0	G419	Honoraires pour diagnostics accessibilité sur 4 bâtiments ex CCHL	1 000,00	
011	6188	820	G66	Prestation de mise à jour des bases cadastrales du service ADS	6 100,00	
011	6284	01	G67	Redevance pour services rendus	9 100,00	
65	6541	01	G67	Créances admises en non valeur	1 000,00	
014	73921	01	G67	Attribution de Compensation	40 945,00	
042	6811	01	G67	Régularisation amortissements suite recommandation CRC	176 517,41	
042	791	01	G67	Transferts de charges de fonctionnement		83 715,00
042	6812	01	G67	Dotations aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir	8 372,00	
74	746	820	G419	Dotation générale de décentralisation pour la mise en œuvre des documents d'urbanisme		15 000,00
75	752	93 1	G419	Revenus des immeubles		2 640,00
023	023			Virement à la section d'investissement	-141 679,41	
Total D.M.N° 3					101 355,00	101 355,00
Rappel B.P 2016 + DM 1 et 2					27 023 920,25	27 023 920,25
TOTAL BP + DM					27 125 275,25	27 125 275,25

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°3 à l'exercice 2016 du budget principal telle qu'elle est présentée.

13 - Finances – Budget annexe déchets ménagers – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

Mme MORIN expose :

Par délibération du 22 septembre dernier, vous avez autorisé l'admission en non valeur de créances irrécouvrables sur l'exercice 2016 du budget annexe Déchets ménagers pour un montant de 1 293,99 €, puis par délibération du 3 novembre dernier une somme de 4 772,71 € a été admise en non valeur.

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, de nouveaux états de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2014 à 2016.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement (c/6542 créances éteintes), ou de montants restants dus inférieurs au seuil de poursuite (c/6541 créances admises en non valeur) , il convient, pour régulariser la comptabilité, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

ANNÉE	MONTANT	
	Créances admises en non valeur c/6541	Créances éteintes c/6542
2014	325,23	183,03
2015	1 009,20	622,06
2016	2 044,33	888,26
TOTAL	3 378,76 €	1 693,35 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées aux articles 6541 (créances admises en non valeur) et 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 5 072,11 €.

14 - Finances – Budget principal – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. SOUTIF expose :

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, un état en date du 2 décembre 2016, de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2013 à 2014. Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement (c/6542 créances éteintes), ou de montants restants dus inférieurs au seuil de poursuite (c/6541 créances admises en non valeur) , il convient, pour régulariser la comptabilité, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

ANNÉE	MONTANT	
	Créances admises en non valeur c/6541	Créances éteintes c/6542
2013		52
2014	333,78	
TOTAL	333,78 €	52 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées aux articles 6541 (créances admises en non valeur) et 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 385,78 €.

15 - Finances – Budget annexe SPANC – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Par délibération du 3 novembre dernier, vous avez autorisé l'admission en non valeur de créances irrécouvrables sur l'exercice 2016 du budget annexe SPANC pour un montant de 105 €.

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, un nouvel état de produits devenus irrécouvrables se rapportant à l'exercice 2016 .

La somme dont il s'agit n'ayant pu être recouvrée pour insuffisance d'actif, il convient, pour régulariser la comptabilité, de l' admettre en non-valeur (c/6541 créances admises en non valeur) pour un total de 80 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur de la somme désignée ci-dessus pour un montant total de 80 € imputée au c/6541 du budget annexe SPANC.

16 - Économie - Bâtiment de Lassay - Prolongation du bail dérogatoire Transports Lecornu

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

L'entreprise Lecornu créée en 2003 réalise du transport de fret de proximité. Elle est locataire depuis 2 ans du local, propriété de Mayenne Communauté, situé dans la zone d'activités de Lassay les Châteaux. Cette société sollicite la possibilité d'un bail dérogatoire pour finaliser la transmission en cours.

Afin de permettre au nouveau gérant d'étudier les modalités d'occupation à venir du bâtiment et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer un avenant au contrat de bail dérogatoire afin de le prolonger d'un an dans les mêmes conditions soit 700 € HT par mois auxquels s'ajoutent la taxe foncière.

17 - Économie - Soutien à la création, à la reprise et au développement des entreprises - Convention Conseil Régional, Initiative Mayenne et les EPCI 53

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la création et à la reprise d'entreprise, la Communauté de communes s'appuie sur l'association Initiative Mayenne pour accompagner le financement des projets de création, reprise et premier développement des entreprises du territoire.

La Loi NOTRe fait de la Région la collectivité « chef de file » de la compétence économique. Ainsi, toute intervention en matière économique de la Communauté de communes doit se faire en accord avec la Région des Pays de la Loire.

La présente convention fixe l'articulation du soutien et des interventions du Conseil Régional et des EPCI de la Mayenne au profit d'Initiative Mayenne

Pour l'année 2016, une convention de partenariat est donc proposée pour permettre à la Communauté de communes de verser la subvention de fonctionnement (pour mémoire, une subvention de 4 380 € a été versée en 2016, ainsi qu'un abondement de 20 000 € au fonds de prêt).

Le projet de convention est joint au présent rapport.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cette convention.

18 - Développement Touristique - Remboursement camping

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BORDELET expose :

Monsieur AUGUSTIN, résidant dans le nord de la France, est client depuis de nombreuses années au camping du Gué St Léonard. Par courrier, il nous informe des désagréments qu'il a subi lors de son séjour du 30 juillet au 20 août 2016 soit 3 semaines en très haute saison pour un montant de 990 € (terrasse endommagée du mobilhome, mobilier défectueux : store et lattes de canapé cassés, néon mal fixé.....). A cela s'ajoutent, les nombreux jours de fermeture de la piscine début août. A ce titre, il sollicite un geste commercial.

Considérant effectivement la vétusté de ce mobil home installé en 2006 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide une remise de 10 % soit 99 €.

19 - Développement Touristique : Avenant convention Office de tourisme - demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BORDELET expose :

Les statuts de Mayenne Communauté prévoient dans la compétence économique que Mayenne Communauté apporte un soutien financier à l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

La convention régissant notre relation avec l'office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, prolongée par l'avenant

n° 3 en date du 15 avril 2016, est arrivée à échéance au 31 décembre 2016.

En raison du lancement de l'étude visant à définir la stratégie touristique du territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017, il vous est proposé de reconduire, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017. Il sera précisé dans cet avenant les modalités de mise en oeuvre de la taxe de séjour pour partie gérée par l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Il vous sera proposé à l'automne 2017 une nouvelle convention faisant état des objectifs fixés à l'Association Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne, suite à la validation du projet touristique, aux débats au sein de la commission tourisme, aux échanges avec l'association, les services du département, de la région et les acteurs locaux.

D'autre part, dans le cadre du budget 2017, vous serez amené à étudier la demande de subvention de l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Le versement de la 1^{ère} tranche de la subvention intervenant après le vote du budget, vers la mi mars, l'office de tourisme sollicite aujourd'hui le versement d'une avance de 50 000 € afin de faire face à ses besoins liés essentiellement aux salaires et au paiement des charges sociales du 4^{ème} trimestre 2016 et du 1^{er} trimestre 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. BORDELET n'ayant pas pris part au vote) reconduit, par avenant, avec l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017. Il sera précisé dans cet avenant les modalités de mise en oeuvre de la taxe de séjour pour partie gérée par l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

20 - Développement touristique - Camping du gué Saint Léonard - Fixation des tarifs 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BORDELET expose :

Afin de préparer la saison 2017 et de lancer la communication dans différents guides, il vous est proposé de fixer les tarifs 2017 du camping.

Depuis de nombreuses années, notre grille de tarifs comprenait un tarif permettant aux campeurs de bénéficier d'entrées illimitées à la piscine d'été de Mayenne à condition qu'ils aient choisi un forfait "avec piscine". En contrepartie, Mayenne Communauté versait à la ville de Mayenne 2 500 € pour s'acquitter de ces entrées.

Aujourd'hui, il ne nous est pas possible de déterminer une grille tarifaire, les tarifs du futur centre aquatique étant toujours à l'étude. D'autre part, nous ne connaissons pas le nombre de campeurs susceptibles de fréquenter notre futur centre aquatique faute de statistiques précises concernant l'utilisation du bassin d'été par les usagers du camping.

Au regard de ces constats, il vous est proposé, pour 2017, de ne pas inclure l'accès à la piscine dans la grille tarifaire du camping. La commission en charge du centre aquatique et la commission tourisme échangeront sur une tarification possible et travailleront le sujet.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les grilles tarifaires suivantes : location d'un emplacement nu et location d'un mobilhome.

21 - Développement Culturel - Avenant convention Kiosque - demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

La convention régissant notre relation avec le Kiosque arrive à échéance le 31 décembre 2016.

Au regard du lancement de l'étude visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017, il vous est proposé de reconduire, avec l'Association Le Kiosque, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

Comme les années passées, le Kiosque sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2017 qui sera votée le 9 mars prochain lors de l'adoption du budget 2017.

L'association sollicite un montant de 190 000 € début janvier et 100 000 € mi-février afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Une nouvelle convention vous sera présentée à l'automne prochain, elle déclinera les moyens et les objectifs fixés au Kiosque suite à la présentation du projet culturel et des partenariats mis en place avec l'ensemble des acteurs culturels.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit, sous la forme actuelle, avec l'Association Le Kiosque, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

22 - Développement Culturel : Avenant convention Atmosphères 53 - demande d'avance

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Depuis les transferts de compétences opérés en 2003, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne intervient dans la politique de développement du cinéma en soutenant financièrement l'association Atmosphères 53. La convention initiale du 22 décembre 2014, prolongée par l'avenant n°1 du 25 avril 2016, arrive à terme au 31 décembre 2016.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017, il vous est proposé de reconduire, pour un an, par avenant, avec l'Association Atmosphères 53, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

Comme les années passées, Atmosphères 53 sollicite le versement d'une avance sur la subvention 2017 qui sera votée le 9 mars prochain lors de l'adoption du budget 2017.

L'association sollicite un montant de 12 000 € à verser début janvier afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit, pour un an, par avenant, avec l'Association Atmosphères 53, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

23 - Développement Culturel : Avenant convention Foin de la Rue

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Par délibération du 27 février 2014, la Communauté de Communes a signé une convention triennale avec l'association Au Foin de la Rue pour son festival les Foins d'Hiver.

Pour mémoire, l'association organise le Festival Les Foins d'Hiver et mène sur le territoire de la Communauté de Communes des actions de médiations culturelles (conférence, concert, animation à destination des lycéens) en partenariat avec la médiathèque et les studios de musique actuelle.

La convention initiale du 27 février 2014, prolongée par l'avenant n°1 du 25 avril 2016, arrive à terme au 31 décembre 2016.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit pour un an, par avenant, avec l'Association Au Foin de la Rue, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

24 - Développement Culturel : Avenant convention Les Entrelacés

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Par délibération du 14 avril 2016, le conseil a autorisé la signature d'une convention avec l'association les Entrelacés d'une durée de 1 an.

Au regard de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit pour un an, par avenant, avec l'Association Les Entrelacés, une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

25 - Développement Culturel : Avenant convention Hop Compagnie (anciennement Théâtre Dû)

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil a autorisé la signature d'une convention avec l'association Théâtre Dû d'une durée de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2016.

Dans le cadre de la réflexion visant à définir la stratégie culturelle de notre territoire, dont les conclusions sont attendues en juin 2017 et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit pour une durée d'un an, par avenant, avec l'Association Hop Compagnie (anciennement Théâtre Dû), une convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2017.

26 - Développement culturel – Convention 2017-2018 Croq les Mots, mamot !

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Suite à la dissolution du Pays au 31/12/2016, Mayenne Communauté reprend le pilotage de Croq les mots, mamot.

Pour rappel, une convention de partenariat régissant les obligations de chacune des 5 collectivités engagées sur Croq (Bocage, Ernée, Mont des Avaloirs, Le Horps-La ssay, Mayenne) et l'association culturelle le Kiosque a été signée en 2014.

Concernant l'aspect financier, l'apport des Communautés de Communes au financement de Croq se faisait via la participation versée aux Pays de Haute Mayenne (PHM) par les Communautés de Communes pour les 20 000 € du projet Croq et via les 0.4 € par habitant annuel en 2016 permettant entre autres de financer la coordination, la communication et la formation. Le Pays reversait ensuite les 20 000 € au Kiosque pour les dépenses de résidence, spectacle, journée pro, salon...

Le tableau de financement était le suivant :

Porteur de la Dépense + dépense	Montant de la Participation total Nombre d'habitants	Mayenne Communauté 37 238	Communauté de Communes de l'Ernée 20 916	Communauté de Communes du Bocage Mayennais 19 489	Communauté de Communes du Mont des Avaloirs 16 666
Pays (Coordination + charges indirectes)	12 650,00	4 951,81	2 774,81	2 642,35	2 281,03
Pays (communication/formation)	9 000,00	3 523,02	1 974,17	1 879,93	1 622,87
Kiosque (Projet)	20 000,00	11 092,04	3 211,43	3 058,12	2 638,41
TOTAL GENERAL	41 650,00	19 566,87	7 960,41	7 580,40	6 542,31

A compter du 1er janvier 2017, Mayenne Communauté reprend le pilotage de Croq via une nouvelle convention de partenariat dont vous trouverez le projet ci-joint. Les obligations de chacune des trois Communautés de Communes partenaires restent inchangées. La participation financière des collectivités sera quasi identique. Seul, le circuit de financement est modifié en raison de la dissolution du PHM. Ainsi, Mayenne Communauté reprend à sa charge le poste de coordination de Croq. Nous avons eu confirmation du maintien des 80 % de subvention de la Région, garantissant jusqu'en 2018, le même niveau de participation de chaque Communauté de Communes. Pour compenser les 20 % restant, Mayenne Communauté va solliciter auprès des trois Communautés de Communes partenaires, une participation financière. Cela correspond à une partie des 0.4 €/habitants versés auparavant au Pays. Le Kiosque, suite à la dissolution du PHM, sollicitera directement les collectivités pour les dépenses liées au salon comme précédemment (les 20 000 €) ainsi que pour la formation et la communication (paiement des prestataires) pour un montant total de 29 000 €. Cela correspond à une autre partie des 0.4€/habitants versés auparavant au Pays.

Toutes ces dépenses ne sont donc pas nouvelles puisqu'elles existaient en 2016 voire sur les éditions précédentes de Croq. Il n'y aura donc pas de contribution supplémentaire sollicitée auprès des collectivités conformément au tableau ci-dessous :

<i>Porteur de la Dépense + dépense</i>	<i>Montant de la Participation total</i>	<i>Mayenne Communauté</i>	<i>Communauté de Communes de l'Ernée</i>	<i>Communauté de Communes du Bocage Mayennais</i>	<i>Communauté de Communes du Mont des Avaloirs</i>
	<i>Nombre d'habitants</i>	37 238	20 916	19 489	16 666
Mayenne Communauté (Coordination + charges indirectes)	12 650,00	4 994,86	2 805,54	2 614,13	2 235,47
Kiosque (communication/formation)	9 000,00	3 553,66	1 996,03	1 859,85	1 590,45
Kiosque (Projet)	20 000,00	11 092,04	3 211,43	3 058,12	2 638,41
Total kiosque	29 000,00	14 645,70	5 207,46	4 917,97	4 228,86
TOTAL GENERAL	41 650,00	19 640,56	8 013,00	7 532,10	6 464,33

Le vice Président à la culture a rencontré l'ensemble des communautés de communes partenaires. Toutes ont confirmé leur volonté de poursuivre le projet.

Cependant, il a été convenu que les collectivités engagées sur ce projet devaient courant 2017 interroger les partenaires institutionnels (Etat, Région, département) afin de connaître leurs intentions d'où l'article 11 du projet de convention 2017-2018. En effet, dans un contexte contraint, nous sommes unanimes à reconnaître que nous ne pouvons prendre un engagement au delà de 2018 sans pouvoir en mesurer les incidences financières pour nos collectivités. Cette considération n'enlève en rien notre attachement à Croq et à l'intérêt que nous portons à ce projet phare mené autour de la petite enfance (lecture publique, formation des professionnels, programmation culturelle, éducation artistique et culturelle....). Il a été également convenu d'une rencontre entre l'ensemble des collectivités partenaires en fin d'année ou début d'année 2017 en fonction des disponibilités des uns ou des autres.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cette convention de partenariat.

27 - Culture - Convention Communauté de Communes du Mont des Avaloirs – SIVU – Ecole de Musique et de Danse de La ssay

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

La dissolution du SIVU, en charge entre autres de la gestion de l'École de Musique et de Danse de La ssay, est intervenue le 31 Août 2016. La gestion du service, l'actif et le passif a été rétrocédé, conformément à l'arrêté de dissolution en date du 11 août 2016, à la Communauté de Communes du Mont des Avaloirs (CCMA).

Sous réserve des budgets correspondants, Mayenne Communauté a toujours affirmé sa volonté de maintenir le service existant sur le secteur de Lassay.

La CCMA s'est proposée de reprendre la totalité de l'activité et Mayenne Communauté à rembourser les frais correspondant à son territoire, et ce dans les mêmes conditions qu'avant la dissolution du SIVU via une convention d'un an du 1^{er} septembre 2016 au 1^{er} septembre 2017.

Suite à de nombreux échanges avec la CCMA et avec notre volonté de mener à terme la fusion entre le conservatoire Yvan Bellocq et l'école de musique de Lassay, il vous est proposé de modifier l'article 4 de la façon suivante :

"Selon les conclusions de l'étude ayant trait à la fusion entre l'école de musique de Lassay-les-Châteaux et le conservatoire Ivan Bellocq, étude menée en étroite collaboration avec la CCMA, Mayenne Communauté pourrait reprendre à sa charge les personnels et/ou les heures affectés au site de Lassay-les-Châteaux dès la rentrée 2017. Au terme de l'étude, il est bien entendu par les deux parties, que les agents en CDI ne demeureront pas à la charge de l'actuel employeur (CCMA) »

En fonction des éléments transmis par la CCMA, une convention vous sera soumise pour la prise en charge et la répartition des frais de fonctionnement et actif passif suite à la dissolution du SIVU.

Durant cette année de transition, Mayenne Communauté déterminera l'organisation de service la plus adaptée pour son territoire et ses usagers (partenariat, fusion des services...) selon le rétroplanning suivant :

- État des lieux de l'activité à la rentrée 2016 transmis par la CCMA en novembre 2016 (nombres d'inscrits, le volume horaire par enseignement artistique, statuts des enseignants à la rentrée 2016, quotité sur chacun des sites...) afin de permettre à la collectivité de jauger l'activité et mesurer son engagement futur,
- Présentation d'un premier bilan auprès des élus premier trimestre 2017 (commission et bureau Mayenne Communauté) et rencontre avec la CCMA,
- deuxième trimestre : travail sur les pistes liées à la fusion : quelles hypothèses d'organisation de service en collaboration avec la CCMA (responsable, enseignants...),
- juin : présentation en bureau MC de ces hypothèses puis présentation auprès de la CCMA pour décision
- septembre : mise en place de la solution retenue avec les équipes en place

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la constitution d'un groupe de pilotage composé de Jean Pierre Le Scornet, de Patrick Soutif, de Jean Raillard et de Jean Paul David pour Mayenne Communauté et autorise M. le Président à signer la convention.

28 – Plan Local d'Urbanisme de Contest – Modification simplifiée N°1 - Définition des modalités de mise à disposition du public du dossier

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. VALPREMIT expose :

Le PLU de la commune de Contest a été approuvé par délibération en date du 4 mars 2014

Ce PLU comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°1 sur la partie sud du bourg entre la rue principale et le belvédère. Cette OAP prévoit la création de voiries et de cheminements doux qui ne tiennent pas compte de la réalité des propriétés foncières. Sans remettre en cause les orientations du PADD, il est proposé au conseil communautaire de modifier cette OAP n°1 afin que les orientations proposées en matière de connexion routière et piétonne sa fasse en cohérence avec l'existant et la réalité des propriétés foncières.

C'est au Conseil Communautaire de déterminer les modalités de la mise à disposition.

VU l'ordonnance n°2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatifs à la partie législative et à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Contest approuvé par délibération du conseil municipal en date du 4 mars 2014 ;

VU l'Arrêté n° 2016 AG/58 du 28 novembre 2016 engageant la modification simplifiée n° 1 du PLU de Contest;

VU le rapport de présentation de la modification simplifiée n° 1;

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée prévoit que le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées soit mis à la disposition du public ;

M. le Président : « Je suis ravi si on peut aider la commune de Contest. »

Mme FOUBERT : « Le lotisseur privé sur notre commune n'était pas enchanté du PLU et ne pouvait pas réaliser son projet comme il l'entendait. Le PLU était vraiment trop restrictif. On s'est fait « avoir » par l'interprétation des textes. »

M. le Président : « On va pouvoir mettre à disposition notre personnel pour vous aider à réaliser ce projet dans sa phase modification. »

Mme FOUBERT : « Si le projet ne peut pas avancer, ça vaut dire que la commune ne peut pas se développer jusqu'à la fin du PLU. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

DÉCIDE de fixer les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Contest comme suit :

- **Dates de mise à disposition :** le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU sera mis à disposition du public du 1er Janvier 2017 au 1er février 2017 inclus.
- **Publicité :** un avis au public sera publié dans un journal diffusé dans le département 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché au siège de Mayenne Communauté et en mairie de Contest pendant toute la durée de la mise à disposition.
- **Modalités de mise à disposition :** le dossier et ses pièces annexes pourront être consultées pendant la durée de la mise à disposition, aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Contest et au siège de Mayenne Communauté. Un registre sera ouvert pour permettre au public de consigner ses observations.
- **Contenu du dossier :** le dossier comportera les pièces suivantes : projet de modification simplifiée n° 1 du PLU, exposé des motifs, avis des PPA le cas échéant.
- **Fin de mise à disposition :** à l'issue du délai, le registre sera clos et signé par le Président. Le bilan de la mise à disposition au public sera présenté au Conseil Communautaire, qui adoptera par délibération motivée le projet de modification simplifiée n° 1, tenant compte des avis émis et des observations du public.
- **Contrôle de légalité :** cette délibération sera adressée au Préfet au titre du contrôle de légalité.

CHARGE Monsieur le Président ou son représentant de l'application de la présente décision et l'autorise à signer l'ensemble des documents à intervenir entre les parties.

29 - Avenant à la convention liant les Etablissement Public de Coopération Intercommunale et le Conseil Départemental pour l'élimination des pneus des silos agricoles

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

Mme MORIN expose :

En 2015, les intercommunalités se sont engagées aux côtés du Conseil départemental de la Mayenne (CD53) dans une opération de collecte et de traitement des pneus usagés de silos agricoles. Une convention formalise le partenariat entre le CD53, chef de file, et chaque intercommunalité. Cette opération a d'ores et déjà permis la mise en oeuvre de 2 campagnes de collecte avec le bilan suivant sur Mayenne Communauté :

- 80 exploitations agricoles ont pu en bénéficier (agriculteurs actifs et retraités)
- 341 tonnes de pneus collectés
- 2 sites de collecte : plateforme de Parigné et CAM de Lassay
- Cofinancement par le Conseil départemental, Mayenne Communauté et les exploitations agricoles (reste à charge pour l'agriculteur de 40€/tonne)

La prochaine période de collecte est prévue en mars 2017 (inscription auprès de la chambre d'agriculture). Cependant comme le démarrage du projet a été retardé, cela a repoussé l'exécution des campagnes de collecte. Ce décalage, non compatible avec l'échéance annuelle et la période de versement de la subvention pose des difficultés financières quant à l'exécution de la convention. Passer la convention sur une durée ferme permettrait de régler les difficultés actuellement rencontrées afin :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le

Président à signer un avenant à la convention de financement pour la collecte et le traitement des pneus usagés des silos agricoles afin :

- **d'intégrer une logique pluriannuelle pour l'exécution de la convention, donnant ainsi plus de souplesse dans le calendrier de réalisation des campagnes de collecte et le versement des subventions**
- **et d'anticiper sur la situation de blocage qui serait rencontrée en 2018 en cas de non report de la date d'échéance.**

30 - Environnement déchets – déchets ménagers – validation des règlements de collecte et de redevances pour 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

Mme MORIN expose :

Avant la fusion ayant donné naissance à Mayenne Communauté, les modalités de collecte, de gestion et de financement des services déchets de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) et de la Communauté de Communes du Corps-Lassay (CCHL) reposaient tous les deux sur des principes différents. Bien que les modes de financement étaient dans les 2 cas une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), la CCPM l'avait choisie incitative. Ces modalités de financement ont généré dans les 2 collectivités des règlements spécifiques tant pour la collecte que pour les règles de facturations.

L'article L2333-76 du CGCT autorise le maintien du régime applicable en matière de REOM sur le territoire de l'ex CCPM et de l'ex CCHL au cours des 5 ans qui suivent la fusion. Pour autant, le conseil communautaire du 14 janvier 2016 s'est fixé pour objectif une harmonisation des tarifs et des modalités de collecte dès le 1^{er} janvier 2018 en mettant en place une redevance incitative sur l'ensemble du territoire, permettant ainsi de répondre aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Énergétique.

Afin de permettre une transition progressive, les 2 systèmes pré-existants sur l'ex CCHL et l'ex CCPM perdurent en 2016 et 2017. C'est pourquoi le conseil communautaire a délibéré le 14 janvier 2016 sur des règlements de collecte et de redevance distincts en reconduisant les dispositions tarifaires identiques à celles en vigueur en 2015 (en intégrant néanmoins le prorata temporis sur l'ex CCHL).

La mise en place de la redevance incitative sur les 13 communes de l'ex CCHL s'accompagnera dès le début de l'année 2017 d'un changement de mode de collecte pour la plupart des usagers. En effet, la collectivité implante actuellement des conteneurs semi-enterrés pour l'apport volontaire des déchets. Ces sites ne s'adressent pas uniquement aux usagers en campagne mais aussi à une partie des usagers résidant dans les secteurs agglomérés. Ainsi, à l'exception de certains professionnels et des habitants du bourg de Lassay pour lesquels le mode de collecte reste à affiner, l'ensemble des usagers des bourgs qui disposaient jusqu'à présent d'un bac individuel (et d'un coefficient « bourg » associé) auront à partir de début 2017 à déposer leurs déchets dans les conteneurs dédiés à cet effet. Une communication spécifique sera adressée à chaque usager concerné.

Pour tenir compte dès à présent de ce changement de mode de collecte et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- ***maintient les tarifs délibérés le 14 janvier 2016 et applique le coefficient « campagne » à l'ensemble des usagers concernés par l'apport volontaire de leurs ordures ménagères résiduelles***
- ***et valide les règlements de collecte et de facturation intégrant cette adaptation.***

31 - Plan Local de l'Habitat (PLH) – Aide à la construction/réhabilitation des logements locatifs sociaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. VALPREMIT expose :

Dans le cadre des actions définies dans le Programme Local de l'Habitat (2014 - 2019), Mayenne Communauté attribue une aide financière pour les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux, sous réserve de répondre à des critères d'économie d'espace, de qualité sociale ainsi qu'environnementale. Deux dossiers aboutis nous sont parvenus récemment de Méduane Habitat et Mayenne Habitat.

Opération de Méduane habitat : CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS À MAYENNE (F. MITTERRAND). MONTANT DE LA SUBVENTION DEMANDÉE : 218 000 €

Cette opération comprend la construction de 40 logements locatifs sociaux collectifs (8 T2, 24 T3, 8 T4 / 28 PLUS et 12 PLA1), sur le site l'ancienne gare de Mayenne.

La densité totale de l'opération est de 130 logements / ha (surface totale de 3 061 m² pour 40 logements) et la performance énergétique des bâtiments sera conforme au label RT 2012 HPE.

Le coût total de l'opération pour la construction des 40 logements est de 4 666 949€ TTC subventionné à hauteur de 74 000€ par l'État et par la ville de Mayenne qui devrait contribuer à la réalisation de l'aménagement des espaces extérieurs pour un montant de 400 000 €.

Sur les bases du « permis à points » fixé dans le PLH, cette opération est éligible à une aide de 5470€ par logement, **soit un total de 218 000€.**

Cette opération comprendra également la construction de 11 logements en acquisition privée et 7 logements en PSLA.

La livraison de l'opération est prévue pour mi 2018.

Opération de Mayenne Habitat : réhabilitation de 16 logements à Anatole France. Montant de la subvention DEMANDÉE : 80 000

Cette opération comprend la réhabilitation de 16 logements locatifs sociaux collectifs (10 T3, 6T4), situés Bd A. France. Ces logements ont été mis en service en 1953, et n'ont pas fait l'objet de réhabilitation.

Les travaux permettront un gain énergétique de 101 kWep/m² et le passage de l'étiquette D à l'étiquette C (isolation extérieure, désamiantage, isolation des combles, création d'une production d'Eau Chaude Sanitaire collective, installation de robinets thermostatiques, remplacement des portes de halls avec interphonie et des portes palières, mise aux normes électriques des logements et parties communes, création d'une ventilation mécanique basse pression, remplacement des éviers, meubles sous éviers et robinetterie des cuisines).

Le coût total de l'opération est de 563 857€ TTC, dont 397 677,57€ pour des travaux d'économie d'énergie (soit, 24 850€ /logement). Cette opération est subventionnée à hauteur de 64 000 € par la Région, 32 000€ par le Feder.

Sur les bases du « permis à points » fixé dans le PLH, cette opération est éligible à une aide de 5000€ par logement, soit un total de 80 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- compte tenu des crédits disponibles valide le montant de l'aide à verser à Mayenne Habitat dans le cadre de l'opération de réhabilitation des 16 logements d'Anatole France au regard du dossier de demande complet reçu en octobre 2016, soit la somme de 80 000 €,

- compte tenu des crédits disponibles valide le montant de l'aide à verser à Méduane Habitat dans le cadre de l'opération de construction de 40 logements à Mayenne au regard du dossier de demande complet reçu en novembre 2016, soit la somme de 218 000 €

- et autorise le Président à signer les conventions qui seront passées entre Mayenne Communauté et les bailleurs sociaux Mayenne Habitat et Méduane Habitat afin de formaliser les modalités de ces aides.

32 – Programme d'Intérêt Général (PIG) – Premier semestre 2017 – Avenant avec Soliha pour l'animation et avec l'Etat – ANAH pour le financement

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. VALPREMIT expose :

Le bilan du PIG 2014 – 2016

Mayenne Communauté a conventionné avec l'État et l'ANAH (agence nationale de l'amélioration de l'habitat) pour la mise en place d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) "Accessibilité, Économie d'Énergie, Habitat dégradé" pour une durée de 3 ans, de janvier 2014 à décembre 2016.

Le PIG constitue une action phare du PLH (Programme Local de l'Habitat) qui a permis :

- l'amélioration de 158 logements dont 35 qui étaient vacants, 13 très dégradés et 16 logements locatifs qui ont été conventionnés.

- la réalisation de 3 819 906 € HT de travaux à laquelle MC a contribué en aidant les propriétaires à hauteur de 122 410 €.

Sur les 3 ans du dispositif, la collectivité a missionné Soliha afin d'assurer une mission d'animation et de montage

des dossiers pour un montant prévisionnel du marché de 140 245€ TTC.(125 040€ TTC étaient engagés au 2 décembre 2016)

Du fait des répercussions positives du dispositif (amélioration de l'habitat, remise sur le marché de logements dégradés et vacants, création de logements locatifs conventionnés, baisse des factures énergétiques, dynamisation des activités des entreprises locales...), le bureau communautaire du 29 novembre 2016 a exprimé le souhait de maintenir le dispositif du PIG.

Les perspectives dans l'attente d'un nouveau PLH

Suite à la fusion, MC élabore un nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) qui sera arrêté en juin 2017.

Les étapes prévues, en 2017, sont les suivantes : le diagnostic en janvier, le document d'orientations en mai et le plan d'actions en juillet.

Une fois les enjeux du PLH définis, un nouveau PIG de 3 ans sera mis en œuvre et une consultation pour la partie animation sera lancée en avril 2017.

Cependant, dans l'attente, le bureau du 25 octobre a validé les modalités intermédiaires qui consistent en une prolongation du PIG actuel sur 6 mois ce qui nécessite :

- un avenant de 6 mois au marché en cours avec Soliha, soit de janvier à juin 2017 sur l'animation

Le montant de la prestation de Soliha de janvier à juin 2017 est estimé à 29 952€ TTC pour le montage de 32 dossiers, soit 22 % du marché en cours. Une aide de l'Anah pourrait être sollicitée sur cette mission à hauteur de 9 830 €.

- un nouvel avenant à la convention passée avec l'État sur cette même période

Il sera proposé de valider pour la période de janvier à juin 2017 : 32 dossiers pour un montant d'aide de 25 000 €. Compte tenu des constats réalisés pendant la durée du PIG et les tendances constatées ces derniers mois, il est proposé de tester sur les 6 mois à venir une évolution des critères ce qui nous guidera dans les orientations à retenir pour notre prochain PIG.

Lutter contre la précarité énergétique

Objectifs : 23 logements dont :

- amélioration de 21 logements dont 2 propriétaires bailleurs, en complément des aides de l'Anah et donc sur les critères d'éligibilité définis par l'Anah. Prime de 500€ / dossier
- amélioration de 2 logements pour propriétaires occupants primo accédants, hors Anah (voir les critères d'éligibilité, ci dessous). Prime de 2 500€ / dossier

Favoriser le maintien à domicile, en adaptant les logements à la perte d'autonomie

Objectifs : amélioration de 5 logements pour propriétaires occupants. Pour répondre aux demandes faites dans le cadre de la prévention d'une éventuelle perte d'autonomie, MC prendra en compte toutes les demandes (du GIR 1 à 6 pour les personnes de 60 ans et plus ou reconnaissance d' handicap), en appliquant les plafonds de ressources de l'Anah. Prime de 400€ / dossier.

Lutter contre l'habitat très dégradé et insalubre

Objectifs : amélioration de 4 logements dont 2 propriétaires bailleurs, en complément des aides de l'Anah et donc sur les critères d'éligibilité définis par l'Anah.

Prime de 2 000€ pour les propriétaires bailleurs et occupants, si le logement est inoccupé.

Prime de 4 000€ pour les propriétaires qui occupent le logement depuis au moins un an.

L'ANAH et MC financeront conjointement les travaux d'amélioration de 30 logements.

En plus de ces 30 logements, MC financera, hors financement ANAH, 2 propriétaires occupants, primo accédants, pour des travaux d'économie d'énergie. Pour bénéficier de cette aide, ces ménages devront remplir les conditions suivantes :

- être primo-accédant (Définition du Code de la construction et de l'Habitation: « ne pas avoir été propriétaire de sa résidence principale aux cours des 2 dernières années précédant l'émission de l'offre de prêt »),
- avoir effectué l'achat entre 1/06/2016 et le 31/06/2017
- avoir des revenus compris entre les plafonds de ressources exigés par l'Anah et le dispositif du PTZ,
- réaliser un gain énergétique d'au minimum 40% et avoir sollicité l'opérateur du PIG pour un diagnostic

Énergie

- rencontrer les 3 autres partenaires du PRIS qui sont l'ADIL, le CAUE et l'EIE (ces démarches devront être menées obligatoirement par les personnes bénéficiaires de l'aide)
- Les travaux doivent concerner une habitation existante. Les travaux relatifs à un changement d'usage du bâtiment (exemple : transformation d'une grange en habitation) ne seront pas éligibles sauf transformation d'un bâtiment (commerce, atelier...) en habitation en centre bourg ou centre ville.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- autorise le renouvellement le PIG actuel sur 6 mois (janvier à juin 2017) avec les critères d'éligibilité cités ci dessus, et de solliciter l'aide afférente auprès de l'ANAH

- autorise le Président à signer les avenants, conventions et pièces correspondantes dont :

- un troisième avenant à la convention passée entre l'État et l'ex CCPM devenue Mayenne Communauté, en 2014, pour une continuité sur le 1^{er} semestre 2017 (janvier – juin 2017) avec les objectifs en logements et les critères ci-dessus.

- un quatrième avenant au marché passé entre Soliha et l'ex CCPM devenue Mayenne Communauté, en 2014, pour une continuité sur le 1^{er} semestre 2017 (janvier – juin 2017)

33 - Evaluation du SCOT de la CCPM

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. VALPREMIT expose :

Le contexte : une évaluation obligatoire pour maintenir le SCOT

Le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) a été prescrit le 2 juillet 2001, son périmètre arrêté par le préfet le 13 mars 2002 et approuvé le 8 janvier 2008 (périmètre de 19 communes).

La CCPM ayant approuvé un SCOT avant la loi Grenelle (2010) qui préconise une évaluation dans un délai de 6 ans, l'évaluation de sa mise en œuvre doit être réalisée dans un délai de 10 ans. L'échéance pour délibérer sur les suites à donner, après l'évaluation, est le **13 janvier 2017**.

En l'absence de cette évaluation qui doit être approuvée par le Conseil communautaire, le SCOT serait annulé, et le principe « d'urbanisation limitée » des lois Grenelle et Alur, serait alors appliqué.

Effectivement, les lois Grenelle et Alur incitent fortement les EPCI à se doter d'un SCOT. En l'absence de SCOT, **à partir du 1^{er} janvier 2017**, s'applique le principe « d'urbanisation limitée », et ce jusqu'à l'approbation du SCOT : les communes ne peuvent modifier ou réviser leur PLU en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1^{er} juillet 2002 ou une zone naturelle. Les secteurs non constructibles des Cartes Communales ne pourront non plus être ouverts à l'urbanisation. Le préfet peut accorder des dérogations après avis de la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers) et de Mayenne Communauté (MC).

Ces dispositions s'appliqueront aux communes de l'ex CCHL et de St Georges Buttavent, jusqu'à l'approbation de la révision du SCOT de la CCPM.

Suite à l'élargissement du périmètre ayant amené à la création de Mayenne Communauté et à la décision d'élaborer un PLUi, Mayenne Communauté a pris une délibération, le 25 février 2016, prescrivant la révision du SCOT de la CCPM.

Après consultation, le bureau d'études Codra a été missionné pour mener à bien la révision du document.

Le SCOT révisé devrait être arrêté en avril 2018 et approuvé en février 2019.

Le bilan de l'évaluation

En premier lieu, il est constaté un déficit de communication auprès des communes et des services de MC sur les prescriptions et réalisations du SCOT (les communes prennent souvent connaissance de ce document lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme).

Aussi, les indicateurs mentionnés dans le SCOT n'ont pas été suffisamment suivis en continu, ce qui rend d'autant plus difficile la mesure des écarts entre les prescriptions et les réalisations.

Sur le prochain SCOT, il faudra veiller à mettre en place une gouvernance pour informer, communiquer régulièrement auprès de la Commission Aménagement, des Maires et des services de MC.

L'évaluation du SCOT de la CCPM a consisté à reprendre les prescriptions faites dans le DOG (Document d'Orientations Générales, désormais renommé « DOO » Document d'orientations et d'Objectifs) et à renseigner les indicateurs de suivi.

Les prévisions démographiques

Entre **2007 et 2012**, la population de la CCPM (19 communes) a augmenté au **rythme moyen annuel de 0.5 %** passant de **28 090 à 28 754 habitants** (augmentation de 664 hab en 6 ans).

Or, le SCOT prévoyait un taux de croissance annuel de 1 % avec une augmentation de 3 500 habitants de 2007 à 2017.

La révision du SCOT devra ajuster les prévisions de croissance démographique pour répondre au mieux aux réalités du territoire.

Le bilan par thématique

	Tendance	Remarques
Chap I : les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés	augmente	<p>Le pôle central de Mayenne est conforté, avec un maintien des répartitions des emplois, habitants entre Mayenne, 1ère et 2ème couronne.</p> <p>Toutes les communes sont couvertes par un document d'urbanisme, dont 5 Plu Grenellisés. Les lois Grenelle ont favorisé la prise en compte des prescriptions d'aménagement du SCOT dans ces nouveaux documents (densité, renouvellement urbain, Trames vertes et bleues, liaisons douces...).</p> <p>L'élaboration du PLUi (2020) permettra de répondre pleinement aux questions de l'organisation de l'espace et ce pour l'ensemble du territoire</p>
Chapitre II : Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger	stagne	<p>Les nouveaux sites naturels et urbains protégés par l'État, la Région ou le Département ont été limités (périmètres archéologiques, 2 Zones Naturelles d'intérêt Écologique, Faunistique et Floristique).</p> <p>Les PLU « Grenelle » ont instauré une réglementation protégeant les haies et zones humides fonctionnelles tout en identifiant des trames vertes et bleues.</p> <p>Les syndicats de Bassin de l'Aron et La Colmont ont signé des Contrats Territoriaux pour les Milieux Aquatiques (CTMA) assurant ainsi des programmes de restauration de ces cours d'eau.</p> <p>Par contre peu de sites font l'objet de plan de gestion.</p> <p>L'étude biodiversité du Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement (2017) ainsi que le diagnostic des milieux aquatiques en vue de la prise de compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) permettra au-delà d'une meilleure connaissance des milieux naturels, de poursuivre cette dynamique par des actions favorisant leur valorisation et leur gestion.</p>
Chapitre III : les grands équilibres entre espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles et forestiers	stagne	<p>La politique foncière des communes et intercommunale reste limitée .</p> <p>L'élaboration du PLUi (2020) permettra de répondre aux enjeux des équilibres des territoires aménagés, urbanisés et protégés , préservés.</p> <p>Le diagnostic agricole , mené dans le cadre du PLUi, permettra de préserver au mieux les espaces agricoles.</p>
Chapitre IV: Les objectifs relatifs à la protection des paysages et à la mise en valeur des entrées de ville	baisse	<p>Les documents d'urbanisme préservent les paysages de vallées et de forêts (le bocage est pris en compte dans les PLU Grenelle).</p> <p>Très peu d'actions ont été menées pour améliorer la qualité paysagère autour des RN, des carrefours, vues depuis les ponts, des routes entre les communes, des entrées de ville.</p>

		<p>La ville de Mayenne a mis en place une Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE). La mise en application de la loi sur les préenseignes a réduit considérablement le nombre de publicité en la matière.</p> <p>Les extensions urbaines prévoient, au mieux, des liaisons avec le bourg et le maintien (ou plantation) du bocage.</p> <p>7 communes ont aménagé leur bourg et Mayenne a défini un schéma de circulation apaisée</p>
Chapitre V: Les objectifs relatifs à la prévention des risques	stagne	<p>Le territoire est très peu exposé à des risques naturels et technologiques.</p> <p>Très peu d'actions (au delà de préservation des zones humides) ont été menées pour améliorer la gestion des eaux pluviales.</p> <p>MC a mis en place une nouvelle gestion des déchets permettant une réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles et l'amélioration du tri.</p>
Chapitre VI : Les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux	augmente	<p>La politique foncière des communes et intercommunale reste limitée .</p> <p>Un Programme Local de l'Habitat (PLH) a été approuvé en 2014, et un nouveau PLH à l'échelle de MC est en cours (2017).</p> <p>Les principales actions menées sont des aides aux opérations de construction, réhabilitation de logements locatifs sociaux, à l'amélioration du parc privé et la contractualisation avec les associations œuvrant dans le domaine de l'habitat.</p>
Chapitre VII : Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces et aux autres activités économiques	stagne	<p>La politique foncière se met en place .</p> <p>Les Zones d'Activités n'ont pas fait l'objet de schéma global de valorisation et d'action de requalification (néanmoins des aménagements qualitatifs ont été menés sur certains sites comme sur les zones des Peyrennières, du Haras ou de Poirsac à Mayenne).</p> <p>Une réflexion est en cours sur la définition des ZA qui permettra une meilleure prospective avec une vision plus globale.</p> <p>Le DAAC (Document d'Aménagement Artisanat et Commercial), mené dans le cadre de la révision du SCOT, permettra de définir les localisations préférentielles pour le commerce.</p> <p>Le territoire dispose d'un potentiel touristique certain. L'office du tourisme œuvre pour sa valorisation.</p>
Chapitre VIII : Les objectifs relatifs à la cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs	stagne	<p>La desserte par les transports collectifs n'est pas prise en compte dans la localisation des opérations d'aménagement (lotissement, Zone d'activité).</p> <p>Après avoir mené une étude et défini un projet de transport collectif (en allant jusqu'à une procédure de délégation de service public), la CCPM a dû abandonner sa mise en œuvre compte tenu des impacts financiers d'un tel projet et de l'incertitude de son adéquation aux enjeux de mobilité du territoire. La CCPM s'est dessaisie de la compétence au profit des communes.</p> <p>La Ville de Mayenne réorganise son service de transport urbain pour une mise en place en 2018.</p> <p>Des créations de liaisons douces sont en cours .</p> <p>Le département a mis en place une navette Laval – Mayenne qui répond à la demande.</p>
Chapitre IX : Les grands projets d'équipements et de services nécessaires à la mise en œuvre du	augmente	<p>La section sud de la voie de contournement de Mayenne Moulay a été livrée en 2016. (le tracé du contournement Nord a été étudié, mais sa réalisation ne dépend pas de MC).</p>

schéma	<p>MC s'est engagée dans des projets d'équipements de grande ampleur : centre aquatique, cinéma, pôle santé, pôle culturel médiathèque, conservatoire de danse et musique), rénovation de salles de sports.</p> <p>La fibre optique a été installée à Mayenne, en 2015 permettant de desservir quelques entreprises et établissements publics en très haut débit.</p> <p>Sous l'impulsion du Pays de Haute Mayenne, le territoire a innové dans des projets en lien avec l'énergie : réseau de chaleur, chaudières à bois déchiqueté, réseaux en géothermie, parcs éoliens, plate forme de bois déchiqueté géré par une SCIC</p>
--------	--

Sur les bases de ce bilan thématique, on constate donc 3 niveaux de réalisation :

A) Des réalisations qui ont permis d'atteindre les objectifs

- Des documents d'urbanisme présents dans toutes les communes qui permettent d'assurer une certaine organisation de l'espace
- Des inventaires exhaustifs des haies et zones humides fonctionnelles qui ont permis leur préservation dans les Plu « Grenelle » ;
- L'approbation d'un 3ème PLH 2014 – 2019 permettant une continuité et cohérence dans la mise en œuvre des actions (un nouveau PLH en 2018 réalisé à l'échelle de MC)
- La mise en place d'une nouvelle gestion des déchets permettant une réduction de la production et l'amélioration du tri.
- Un office de tourisme dynamique pour valoriser le potentiel touristique
- Des réalisations ambitieuses dans le domaine de l'énergie, sous l'impulsion du Pays de Haute Mayenne
- Une meilleure gestion de la ressource en eau (schémas directeurs d'alimentation en eau dans toutes les communes, activité du Service Public d'Assainissement Non Collectif...)

B) Des réflexions avancées qui permettront à moyen terme d'atteindre les objectifs :

- Le PLUi (décembre 2019) avec la mise en place d'un règlement commun à toutes les communes ce qui facilitera l'instruction des autorisations de droit des sols par le service commun intercommunal. Ce PLUi sera de fait compatible avec le SCOT révisé ;
- L'étude biodiversité (décembre 2017) avec des actions de gestion des espaces naturels ;
- Le diagnostic Agricole (mars 2017) avec une connaissance de l'activité et une prise en compte dans la définition des zones à urbaniser des impacts sur l'activité agricole ;
- Le diagnostic des milieux Aquatiques (2017 – 2018) avec en perspective la prise de compétence GEMAPI qui pourrait se traduire par la mise en place d'un CTMA (Contrat Territorial des Milieux Aquatiques) . Le CTMA 2015 – 2019 de l'axe Mayenne mis en œuvre par le Conseil Départemental va permettre des actions de restauration de la rivière (partie navigable) ainsi que du Lac de Haute Mayenne.
- Le DAAC (2017) pour pouvoir définir des orientations partagées par tous ainsi que des localisations préférentielles pour le commerce ;
- La mise en place d'une nouvelle desserte et organisation de transport collectif sur Mayenne pour 2018 ;
- Le financement de 4 projets de liaisons douces dans le cadre de l'appel à projets Territoire à Énergie Positive et Croissance Verte.

C) Des enjeux qui n'ont pas été suffisamment pris en compte, sur lesquels il est attendu des améliorations :

- La politique foncière des communes et de l'intercommunalité (habitat, activités)
- La requalification des zones d'activités
- L'aménagement des lotissements avec une offre plus diversifiée des types de logements
- La qualité paysagère, notamment au niveau des entrées de ville, abords des RN.
- L'amélioration de la gestion des eaux pluviales
- La prise en compte des nuisances sonores et qualité de l'air

En conclusion, une nécessité de réviser le SCOT

La présente évaluation confirme la décision prise le 25 février 2016 prévoyant la révision du SCOT existant pour, d'une part, **prendre en compte l'évolution du périmètre de l'EPCI** et, d'autre part, **intégrer les notions de développement durable de la loi Grenelle**.

La révision du SCOT est une réelle opportunité pour établir le projet politique de demain pour notre territoire et

définir son positionnement et le rôle qu'il entend jouer dans son environnement. A partir d'une connaissance commune de nos atouts et faiblesses, nous pourrions définir nos enjeux et notre projet dans un souci continu de recherche d'un équilibre entre le développement, l'urbanisation et la protection des ressources.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de réviser le SCOT.

34 - Jeunesse - Convention Les Possibles

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. COISNON expose :

L'Association Agitato a décidé la séparation de ses deux activités formation et centre social. Une nouvelle association portera l'activité centre social dénommée « Les Possibles ». Aussi, la convention qui lie Agitato, Mayenne Communauté et la Ville de Mayenne pour les activités du Point Information Jeunesse (PIJ) prendra fin ce 31 décembre 2016.

Afin d'assurer une continuité du PIJ et compte tenu du changement d'association et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la convention d'objectifs et de moyens entre Les Possibles et Mayenne Communauté pour la période 2017-2018, dans les mêmes conditions que la précédente convention entre Agitato pôle centre social, Mayenne Communauté et la Ville de Mayenne.

35 - Désignation de représentants pour la conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, la Conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie a été mise en place. Cette nouvelle instance vise notamment à financer des actions de prévention en direction des personnes âgées qu'elles soient autonomes ou en perte d'autonomie.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne un titulaire M. Moll et une suppléante Mme Lancien.

36 - Ressources humaines - Remboursement d'une redevance de code de la route

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. RAILLARD expose :

Le décret n°2016-516 du 26/04/2016 prévoit que le passage de l'épreuve théorique générale du permis de conduire organisée par l'État donne lieu au paiement d'une redevance pour service rendu lorsque l'examen du code de la route date de plus de 5 ans. Le montant de cette redevance est fixé actuellement à 30 € TTC (inscription, participation et remise de l'attestation de résultat).

Un certain nombre d'agents, dépendant de Mayenne Communauté, de la Ville ou du CCAS, sont potentiellement concernés par ce nouveau dispositif, lorsque l'obtention d'un permis de conduire est nécessaire dans le cadre de l'exercice des fonctions et lorsque ce besoin a été intégré au plan de formation.

Suite à la parution de cette nouvelle disposition, il vous est proposé de rembourser l'agent concerné du financement par ses soins (paiement sécurisé en ligne) de la redevance de code.

Le remboursement ne pourra s'effectuer qu'après présentation des différents justificatifs (copie de la redevance et copie du justificatif de paiement).

Dans l'éventualité d'un échec à l'épreuve, il n'est pas prévu que la collectivité concernée rembourse une seconde fois la redevance. Des cas particuliers pourront toutefois être discutés.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, procède au remboursement de la redevance de code de la route au tarif en vigueur aux agents ayant effectué par avance le règlement.

M. COISNON expose :

La commission enfance jeunesse propose la révision des tarifs de la ludothèque pour les particuliers.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les tarifs suivants à compter du 1^{er} janvier 2017 :

17 € pour les habitants de Mayenne Communauté (contre 16 € en 2016)

21 € pour les habitants extérieurs à Mayenne Communauté contre 20 € en 2016)

38 - DEJS - transfert du personnel de la Piscine de Mayenne Ville de Mayenne vers Mayenne Communauté

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Vu la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son article 46),

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-2 et L.5211-4-1,

Vu les statuts de la communauté,

Vu la convention de mise à disposition de services - avenant numéro 2 entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté (paragraphe 1bis)

Après avis favorable du Comité technique du 14 novembre 2016

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **accueille les personnels de la ville de Mayenne exerçant leurs fonctions au sein de la piscine,**
- **maintient le régime indemnitaire dont ils bénéficiaient dans leur collectivité d'origine**
- **et fixe le tableau des effectifs issu de ce transfert.**

Filière sportive

Grades	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Educateur sportif principal de 1 ^{ère} classe	B	1	1
Educateur sportif principal de 2 ^{ème} classe	B	3	2

Filière technique

Grades	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	c	2	2
Adjoint technique de 1 ^{ère} classe	c	1	1
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	c	1	1

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de ces agents seront inscrits au budget, chapitre 012.

Compte tenu des besoins en terme de personnel pour le fonctionnement du centre aquatique et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la création des postes suivants :

- **deux maîtres-nageurs sauveteurs sur le grade d'éducateur des activités sportives à temps complet**
- **et un adjoint technique territorial, à temps complet.**

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2016 créant le poste de technicien instructeur droits des sols pour le service commun d'instruction des actes ADS,

Après avis du CTP en date du 20 juin 2016 et sous réserve de l'avis du comité technique du 25 janvier 2017, Considérant le choix du jury de recrutement,

Il convient, afin de mettre à jour le tableau des effectifs de supprimer le poste de technicien. Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, transforme le poste crée de technicien territorial à temps complet en un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet à compter du 1er janvier 2017.

40 - Ressources humaines – Accord salarial pluriannuel 2017-2020

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. RAILLARD expose :

Le précédent accord salarial pluriannuel en faveur des agents s'est achevé en décembre 2014. En attente d'un nouvel accord, ce dernier a été prorogé deux années afin de ne pas pénaliser les personnels des trois collectivités de Mayenne.

Après une année de travail via un comité pilotage composé des représentants syndicaux élus au comité technique, du Président du CTP et du Vice-Président en charge des ressources humaines également membre du CTP et la Direction, l'accord suivant a été validé en comité technique le 14 novembre 2016. Il repose sur trois principes :

1/ La mutualisation

La politique salariale est commune aux 3 collectivités (Mayenne Communauté, Mayenne ville et CCAS). Cependant son application peut s'avérer différente en raison de l'existence de trois structures différentes et donc de trois budgets différents. Il semble nécessaire de tendre à une gestion unifiée.

2/ Une enveloppe constante

La diminution des dotations de l'État conjuguée au transfert de compétences vers les collectivités territoriales engendrent des difficultés financières importantes.

Malgré ce contexte budgétaire contraint mais également des changements statutaires dont l'impact financier n'est pas encore connu, les élus ont décidé de maintenir l'enveloppe financière consacrée aux avantages sociaux.

Il faut rappeler qu'à l'occasion de la fusion, l'enveloppe a augmenté afin d'attribuer aux agents de l'ex CCHL les avantages à la hauteur des agents de l'ex CCPM.

3/ La solidarité

L'état des lieux de nos prestations sociales renvoie une disparité criante concernant la distribution des avantages en fonction du statut de l'agent. En effet les agents contractuels sur vacances d'emploi et plus particulièrement les animateurs, aides à domicile mais aussi les salariés en contrat d'avenir n'ont pas accès aux prestations Comité National d'Action Sociale (CNAS) et titres restaurants.

Le principe d'un budget constant associé à une volonté d'une politique salariale plus équitable, conduisent la collectivité à proposer une nouvelle répartition de l'enveloppe et donc à plus de solidarité.

Cet accord a reçu un avis favorable des représentants du personnel à hauteur de 4 avis favorables (CFDT) contre 2 avis défavorables (CGT) lors du comité technique du 14 novembre 2016.

Cet accord tend, comme cela était souhaité par les organisations syndicales, à garantir aux agents retraités l'accès au CNAS et surtout au versement de la participation aux frais d'obsèques. Il a également été entendu le fait de ne pas opposer les catégories actifs/ retraités ou encore titulaires/ contractuels.

Enfin, parallèlement à cet accord les collectivités se sont engagées à travailler sur :

- la définition d'un plan pluriannuel de titularisation des agents contractuels avant la fin de l'année 2017,
- la redéfinition des conditions d'attribution de logement et de tarif des loyers de la ville de Mayenne
- l'étude de la mise en place d'un employeur unique
- et la révision de l'attribution des véhicules de fonction,

Il vous est demandé d'autoriser M. le Président à signer l'accord pour la période 2017-2020 et de valider chacune des mesures citées ci-après :

1/ Déroulement de carrière

La collectivité propose le vote des ratios concernant les avancements de grade tous les ans au CTP et au conseil communautaire, municipal ou d'administration du CCAS en tenant compte des critères suivants :

- du budget alloué voté lors du budget, inchangé aux années précédentes
- de l'avis favorable du responsable de service suite aux évaluations
- de l'organigramme des grades sauf pour le cadre d'emplois des adjoints pouvant prétendre à un avancement en adjoint principal de 1^{ère} classe deux ans avant leur départ à la retraite – « effet coup de chapeau »
- de la priorité aux agents lauréats d'un examen professionnel
- de la priorité aux agents pouvant bénéficier d'un départ à la retraite et ce, 2 ans avant l'échéance.
- de la durée entre deux avancements de grade ou promotion doit être de 4 ans minimum
- de la date d'entrée dans le tableau d'avancement de grade
- de l'ancienneté dans la collectivité y compris en agents non titulaires
- les nominations se font le premier mois suivant la CAP pour les agents qui peuvent y prétendre. Pour les autres, il faut attendre que les conditions statutaires soient remplies.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces critères pour Mayenne Communauté pour la durée de l'accord.

2/ Titres restaurants

Vu La loi du 19 février 2007 donnant la possibilité aux collectivités de souscrire un ou plusieurs contrats d'action sociale pour leurs agents, et d'en définir librement les modalités,

L'attribution est de 10 titres par mois sur 11 mois pour une valeur faciale de 5 euros pris en charge à 60 % par la collectivité et 40 % par l'agent. Le nombre de titres attribués est proportionnel au temps de travail.

Les prélèvements sont directement effectués sur les bulletins de salaire des agents chaque mois avec leur autorisation.

Les titres restaurants sont attribués, sur la base du volontariat, à tous les agents titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels recrutés au titre des articles 3-2, 3-3 alinéa 13-3 alinéa 2, article 3-4 et 3-5.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette attribution aux agents de Mayenne Communauté pour la durée de l'accord. Le contrat conclu avec le groupe « chèque déjeuner » perdure jusqu'en 2018.

3/ Participation au contrat maintien de salaire labellisé

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel,

Considérant que selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Dans le domaine de la prévoyance, après avoir recueilli l'avis du comité technique, la collectivité souhaite proroger la participation au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.

Le montant mensuel de la participation est fixé à 5€ par agent. Les montants de cette participation sont exprimés en € bruts.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le maintien de cette participation au profit aux agents de Mayenne Communauté pour la durée de l'accord.

4/ Indexation du régime indemnitaire et de la prime de fin d'année à la valeur du point d'indice

Le régime indemnitaire ne sera pas revalorisé en fonction de la valeur du point.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, supprime cette indexation pour Mayenne Communauté.

5/ Adhésion au CNAS

Vu l'article 70 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale selon lequel : « l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre »,

Vu l'article 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale qui vient compléter la liste des dépenses obligatoires fixée par le code général des collectivités territoriales en prévoyant que les dépenses afférentes aux prestations sociales ont un caractère obligatoire pour les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux.

Considérant l'avis du comité technique paritaire en date du 14 novembre 2016 favorable à la poursuite de la prise en charge de la cotisation au CNAS de la collectivité pour les actifs et les retraités et la mise en place d'une contribution des actifs et des retraités, il vous est proposé la mise en place d'une cotisation des agents actifs et retraités pour continuer à assurer les prestations sociales pour le personnel de Mayenne Communauté via le CNAS pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS), association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont le siège est situé Immeuble Galaxie, 10 bis parc Ariane 1, CS 30406, 78284 Guyancourt Cedex.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide pour la durée de l'accord :

- la participation de tous les actifs à hauteur de 2 euros par mois***
- et la participation des retraités (de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne, de la Communauté de Communes Le Corps Lassay et de Mayenne Communauté) qui souhaiteront adhérer à hauteur de 6 euros par mois soit 72 euros annuel.***

41 - Marchés publics - Construction d'un centre aquatique - Lot 3 - Avenant - autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 23/07/2015, la Communauté de Communes a confié à l'entreprise SMAC le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 3 : Couverture- étanchéité -Vêtements- bardages » pour un montant de 760 000,00 € HT.

Initialement étaient prévus au marché des gardes de corps rabattables afin d'assurer la sécurité lors des opérations de maintenance en toiture. Lors de l'attribution des marchés les élus présents avaient beaucoup insisté sur la nécessité d'assurer la sécurité lors des interventions ultérieures.

Toutefois notre contrôleur technique nous a informé d'une modification datant de mars 2016 des modalités de mise en œuvre de ces systèmes de sécurité et a émis un avis technique défavorable sur les plans et avis techniques du dispositif proposé.

Dans l'état actuel d'avancement du chantier l'entreprise SMAC ne peut plus réaliser la mise en œuvre de ces systèmes de sécurité sans percer l'étanchéité. Les terrasses n'étant pas techniques et ne nécessitant pas de

maintenance périodique aussi en accord avec l'architecte, le maître d'ouvrage et notre coordinateur sécurité, il est proposé de supprimer ce dispositif et de le remplacer par la mise en place des supports de potelets qui permettront la mise en place de filets périphériques lors des opérations de maintenance, ce à l'aide d'une nacelle déportée. Le contrôleur technique a émis un avis écrit favorable à cette proposition de nouvelle installation et dispositif de maintenance en date du 3 novembre 2016.

Ces modifications impliquent une moins-value de 19 399,20 € HT, portant le montant du marché de 760 000,00 € HT à 740 600.80 € HT. Le montant du marché diminue donc de 2,55 %.

La commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes, réunie le 17 novembre 2016 à 17H00, a donné son avis favorable à la signature de l'avenant suivant :

LOT	Titulaire	Montant initial du marché	Montant de la moins-value avenant 1	Nouveau montant du marché avec l'avenant 1	% d'évolution
Lot 3	SMAC	760 000,00 € HT	- 19 399,20 € HT	740 600.80 € HT	- 2,55 %

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise SMAC l'avenant N° 1 au marché « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 3 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires ».

42 - Marchés publics – Construction d'un centre aquatique – Lot 13 – Avenant – autorisation de signature
Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 30/06/2015, la Communauté de Communes a confié à l'entreprise GROUPE FEE le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 13 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires » pour un montant de 1 076 000,00 € HT.

Deux avenants ont été passés, le premier pour modifier le procédé de la chape du plancher chauffant suite à une demande du contrôleur technique compte tenu du risque élevé de fissures et d'infiltrations qu'impliquait le procédé initial, le deuxième pour rajouter une douche dans leurs sanitaires jouxtant la halle bassin, afin de pouvoir soigner un nageur blessé ou malade sans aller dans les sanitaires publics.

Le modèle des 2 douches extérieures initialement prévu au projet n'étant pas adapté et semblant peu résistant (modèle en polyuréthane), il est proposé de changer de modèle pour un modèle plus résistant et permettant de réduire les consommations grâce à la possibilité de réglage du débit.

Ces modifications entraînent une plus-value de 4 728,18 € HT, portant le montant du marché de 1 086 572,23 € HT à 1 091 300,41 € HT. Le montant du marché augmente donc de 1,42 % en cumulant les trois avenants.

La commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes, réunie le 17 novembre 2016 à 17H00, a donné son avis favorable à la signature de l'avenant suivant :

LOT	Titulaire	Montant initial du marché	Montant de la plus-value avenant 3	Nouveau montant du marché avec les avenant 1,2 et 3	% d'évolution
Lot 13	GROUPE FEE	1 076 000,00 € HT	+ 4 728,18 € HT	1 091 300,41 € HT	1,42%

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise GROUPE FEE l'avenant N° 3 au marché « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 3 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires ».

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 27/06/2015, la Communauté de Communes a confié à l'entreprise DESSAIGNE le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 12 : Électricité courants forts et faibles » pour un montant de 350 000,00 € HT.

Un avenant avait été passé pour modifier un cheminement PVC pour uniformiser l'aspect du plafond.

A présent, le modèle d'alarme incendie préconisé par les pompiers lors de l'étude du dossier était une alarme de catégorie 1, nécessitant la présence en continu d'un agent dans le hall près de l'alarme.

Après négociations avec les pompiers et passage de notre dossier en commission départementale il a été accepté que nous passions sur un modèle d'alarme de type 2 ou 3. L'alarme de type 2 étant plus complète et moins chère que la type 3, il vous est proposé de valider cette modification du marché.

La suppression de l'alarme de type 1 représente une moins-value de 18 327,89 € HT et le remplacement par une alarme de type 2 à catégorie B représente une plus-value de 15 888,40 € HT.

Ces modifications entraînent une moins-value de 2 439,49 € HT, portant le montant du marché de 352 382,38 € HT à 349 942,89 € HT. Le montant du marché diminue donc de 0,02 %.

La commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes, réunie le 17 novembre 2016 à 17H00, a donné son avis favorable à la signature de l'avenant suivant :

LOT	Titulaire	Montant initial du marché	Montant de la moins-value avenant 2	Nouveau montant du marché avec l'avenant 1 et 2	% d'évolution
Lot 12	DESSAIGNE	350 000,00 € HT	-2 439,49 € HT	349 942,89 € HT	- 0.02 %

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise DESSAIGNE l'avenant N°2 au marché « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 12 : Électricité courants forts et faibles ».

44 - Ressources Humaines - DEJS - Relais d'Assistants Maternelles - Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture à pourvoir par voie contractuelle

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. COISNON expose :

Après avis du CTP en date du 14 novembre 2016,

Considérant la fusion des deux communautés de communes en janvier 2016, et le bilan d'activités révélant une participation active des assistantes maternelles de l'ex-CCHL sur les temps d'animation ainsi que l'augmentation des demandes d'information spécifiques estimées de 62 % supplémentaires par rapport à l'an dernier,

Considérant le guide référentiel Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) précisant l'objectif d'un Equivalent Temps Plein (ETP) pour 70 assistantes maternelles,

Considérant qu'avec le maintien des mêmes moyens humains, les animatrices de RAM sont à 1 ETP pour 131 assistantes maternelles actives,

Considérant la contractualisation de Mayenne Communauté avec la Caisse d'Allocations Familiales et que celle-ci est en mesure de soutenir financièrement à hauteur de 79,8 % le poste supplémentaire d'auxiliaire de puériculture,

Compte tenu que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) sera renégocié en fin 2017 et que nous n'avons pas de lisibilité de la politique CNAF au-delà de cette période, l'Etat et la CNAF devant redéfinir pour 2018 les axes et priorités de politique nationale.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 pour l'année 2017.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, ouvre un poste d'auxiliaire de puériculture à temps plein pour la durée restante du programme soit un an, sur un accroissement d'activité article 3 -1 de la loi du 26 janvier 1984.

45 - Ressources Humaines – DST – Modification de grade de contrôleur SPANC

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Après avis du CTP en date du 14 novembre 2016,

Considérant augmentation du périmètre du service avec la fusion des deux communautés de communes CCPM et CCHL,

Considérant la volonté d'harmonisation des contrôles sur tout le territoire de Mayenne Communauté,

Considérant la nécessité libérer du temps sur la compétence Eau et Assainissement,

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 pour l'année 2017

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de restructurer l'organisation du service assainissement non collectif en transformant le poste créé d'agent de maîtrise à temps complet en un poste de technicien à temps complet à compter du 1^{er} février 2017. Il convient, afin de mettre à jour le tableau des effectifs de supprimer du poste d'agent de maîtrise.

46 - Ressources Humaines – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire accroissement d'activité ou saisonniers - Complément de délibération

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. RAILLARD expose :

L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipule que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Les collectivités sont cependant autorisées à recruter des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfini par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,

- et recrutement d'agents non titulaires suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées

Considérant la délibération de l'assemblée en date du 22 septembre pour Mayenne Communauté, du 15 septembre pour la ville de Mayenne et du 12 septembre 2016 pour le CCAS, qu'il convient de compléter.

Pour les agents contractuels qui ne sont pas concernés par l'abattement des primes et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de ne plus les rémunérer en référence au premier échelon du premier grade de chaque cadre d'emplois mais de fixer la rémunération en référence à un indice majoré (pour les agents de de catégorie C l'indice majoré de référence 321 inchangé). Il convient aussi d'appliquer ce principe pour les autres catégories même si ce motif de recrutement reste rare :

- pour les agents de catégorie B l'indice majoré de référence 327,

- pour les agents catégorie A l'indice majoré de référence 349,

Ainsi, sauf pour le cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique dont la rémunération est calculée en référence à 1/86^{ème} de l'indice majoré 327, la rémunération est calculée en référence à 1/151^{ème} pour tous les autres cadres d'emplois.

Ne sont pas concernés par cette disposition les animateurs recrutés sous contrat d'engagement indicatif.

47 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour le contrôle des Installations Neuves et Réhabilitées – Exercice 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre de son 10^è programme (2013-2018) l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne attribue des aides financières aux Collectivités pour restaurer un bon état des eaux.

S'agissant de l'Assainissement Non collectif, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne attribue deux types d'aides :

- aides à la réhabilitation
- et aides au fonctionnement des SPANC

Parmi les aides au fonctionnement des SPANC, elle subventionne à 60 % le contrôle des installations neuves ou réhabilitées.

Pour 2017, le nombre de contrôles "Neuf" à réaliser est estimé à :

- 110 contrôles de conception pour une redevance fixée à 40 €
- et 90 contrôles de réalisation pour une redevance fixée à 60 €

Suivant les modalités d'aides de l'Agence de l'Eau, pour l'exercice 2017, le SPANC peut bénéficier d'une subvention d'un montant de 5 880 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à solliciter une subvention de 5 880 € auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour les contrôles de Conception et Réalisation 2016.

48 - Déconstruction d'une maison située rue du Prieuré de Berne

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. LE SCORNET expose :

La maison située rue du Prieuré de Berne appartenant à Mayenne Communauté a fait l'objet d'un état des lieux visant à la réhabiliter. L'estimatif des travaux a fait apparaître un coût de réhabilitation situé autour de 285 000 €. Il a donc été décidé de procéder à la déconstruction de cet immeuble.

Les entreprises ont été mises en concurrence. Deux ont répondu et c'est l'entreprise STPO qui a été retenue pour un montant de : 33 794 € HT.

Ce montant est supérieur à l'estimation du fait de l'amiante trouvée dans la partie isolation extérieure de la maison.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché des travaux avec l'entreprise STPO pour un montant total de 33 794 € HT.

49 - Marchés publics – Marché d'acquisition et maintenance de photocopieurs – MAPA – attribution et autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 décembre 2016

M. ANGOT expose :

VU l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la délégation d'attributions au Bureau,

VU l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU la délibération du Conseil Communautaire de Mayenne Communauté en date du 14 janvier 2016 autorisant le Bureau à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés (travaux, fournitures et services) et des accords-cadres d'un montant compris entre 30 000 € HT et les seuils définis

par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la fin au 31 décembre 2016 du contrat de maintenance du parc de photocopieurs de Mayenne Communauté et qu'il convient ainsi de lancer un nouveau marché d'acquisition et maintenance effectif à compter du 1^{er} janvier 2017,

Considérant qu'au regard du montant total estimé de ce marché, Mayenne Communauté a procédé à une consultation sous la forme d'une procédure adaptée, lancée le 3 octobre 2016 pour une remise des offres fixée au 21 octobre 2016 avant 12h00. 11 entreprises ont téléchargé le dossier sur la plate-forme suite à notre publicité et 9 offres ont finalement été remises.

Considérant l'avis favorable émis par la commission MAPA de Mayenne Communauté réunie le 17 novembre 2016 à 17h00 pour étudier l'analyse des offres et choisir l'attributaire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché suivant ayant trait à l'acquisition et maintenance du parc de photocopieurs de Mayenne Communauté, ainsi que les pièces s'y rapportant :

N° du marché	Désignation	Attributaire	Montant du marché estimé
16FOU29	Marché d'acquisition et maintenance du parc de photocopieurs	COPY CONCEPT	107 115,00 € HT

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h

Vu, le Secrétaire,
Pierre FORET



Vu, le Président
Michel ANGOT

